



***GÉOPOLITIQUE DES PHILIPPINES***

***Les Philippines parviennent-elles à trouver un équilibre entre l'influence des deux grandes puissances du XXIème siècle : les Etats-Unis et la Chine ?***

**Mémoire de géopolitique  
du capitaine de corvette Olivier FOILLARD  
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Asie »**

**Directeur : Monsieur Stephen DUSO-BAUDUIN**

**Mars 2006**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les Philippines parviennent-elles à trouver un équilibre entre l'influence des deux grandes puissances du XXIème siècle : les Etats-Unis et la Chine ?
2. 2006\_memoire\_geop\_philippines\_Foillard
3. Capitaine de corvette, Marine Nationale, FOILLARD Olivier, France
4. 22 mars 2006
5. Division A – groupe A4
6. Mémoire de géopolitique
7. Les Philippines font figure d'exception : seul pays d'Asie dont la population est majoritairement catholique, il a hérité de son histoire de colonie espagnole puis américaine, une culture qui le pousse à vouloir instaurer une société démocratique sur le mode des sociétés occidentales. Cependant, il est en proie à des rébellions internes communiste et islamistes, craint les visées expansionistes de la Chine et assiste au retour des forces militaires américaines au nom de la guerre antiterroriste. Dans ce contexte les Philippines parviennent-elles à trouver un équilibre entre l'influence des deux grandes puissances du XXIème siècle : les Etats-Unis et la Chine afin de réaliser leurs propres objectifs, avant tout centrés sur leur développement ? Après avoir examiné les enjeux auxquels sont confrontées les Philippines, ce mémoire étudie la façon dont elles cherchent à y répondre tant dans leurs relations bilatérales avec les Etats-Unis et la Chine mais aussi avec les autres acteurs régionaux, que dans leur implication dans les institutions internationales et régionales.
8. Géopolitique, Asie du Sud-Est, Philippines.

## INTRODUCTION

Situées au contact de l'Asie du Sud-est et du monde Pacifique, les Philippines font figure d'exception : seul pays d'Asie à avoir hérité des colonisations espagnole et américaine<sup>1</sup>, sa culture le pousse à vouloir instaurer une société sur le modèle des démocraties occidentales. Pourtant cet Etat archipelique connaît de sérieuses difficultés : il est en proie à des rébellions anciennes, l'une communiste d'inspiration maoïste, d'autres islamistes qui recherchent désormais des soutiens internationaux. Ceci aggrave une situation socio-économique très précaire, qui entretient à son tour les rébellions, et génère un mécontentement général qui fragilise la démocratie.

Dans ces conditions, les Philippines sont conduites à rechercher un lien fort tant avec les Etats-Unis, leur ancienne puissance colonisatrice avec laquelle elles entretiennent des liens économiques étroits et qui représentent un modèle institutionnel, qu'avec la Chine dont elles entendent bénéficier de l'extraordinaire décollage économique. Cependant la rapide croissance de la puissance militaire de cette dernière est aussi de nature à les inquiéter, puisqu'un différend les oppose au sujet des îles Spratley en mer de Chine méridionale ; dans le même temps, les Etats-Unis trouvent dans la guerre mondiale contre le terrorisme une justification pour reprendre pied aux Philippines et regagner face à la Chine une position stratégique qu'ils avaient dû quitter en 1992. L'influence combinée des Etats-Unis et de la Chine pourrait donc devenir un facteur de risque pour les Philippines, tant pour parvenir à une paix avec les rébellions, volontiers antiaméricaines, que pour sauvegarder la paix extérieure si la Chine et les Etats-Unis en venaient à s'opposer, notamment au sujet de Taiwan dont les Philippines ne sont distantes que de 241 kilomètres. Pourtant, il apparaît que les Philippines réussissent plutôt à tirer parti de leur position au confluent de ces deux champs de force pour poursuivre leurs propres objectifs de développement et de sécurité tout en se prémunissant des risques : leur politique extérieure parvient en effet à orienter l'aide des Etats-Unis selon leurs intérêts et à régler pacifiquement les litiges avec la Chine grâce à une participation active aux institutions internationales et à un renforcement de leur implication dans les institutions et relations régionales.

Pour s'en convaincre, il est utile dans un premier temps d'observer les enjeux auxquels les Philippines, sont confrontées : pays éclaté, il doit consolider son système démocratique et assurer son développement économique pour faire régner la sécurité intérieure et réduire les risques extérieurs. Il sera alors possible d'étudier ce que la relation avec les Etats-Unis leur apporte et la façon dont elles parviennent à l'orienter pour que celle-ci soit en cohérence avec leurs objectifs. A partir de ces éléments, il pourra être analysé comment les Philippines tirent avantage d'une relation plus développée avec la Chine tout en se prémunissant du risque qu'elle représente grâce au développement du rôle des institutions internationales et du régionalisme.

---

<sup>1</sup> « Façonnés par trois siècles de couvent espagnol et un siècle d'Hollywood ». *Le Monde* 10 novembre 1953.

## **PREMIERE PARTIE : LES ENJEUX MAJEURS POUR LES PHILIPPINES.**

Les Philippines sont avant tout confrontées aux enjeux de renforcer leur unité, rendue difficile par la nature et par l'histoire, et la démocratie, afin d'assurer leur développement économique et leur sécurité.

### **1.1. RENFORCER L'UNITE.**

#### **1.1.1. Les fractures de la nature.**

Les Philippines se présentent tout d'abord comme un archipel qui s'étendant sur près de 2000 km du nord au sud et environ 1000 km d'ouest en est, entre Taiwan à 241 kilomètres au nord et Bornéo à seulement 14,4 km au sud-ouest. 2 grandes îles montagneuses, Luçon au nord qui abrite la capitale et Mindanao au sud, et 9 îles moyennes au centre, Les Visayas<sup>2</sup>, regroupent 95% des terres émergées, mais le pays compte encore plus de 1000 îles habitées et plus de 6000 îlots.

Cet archipel de forêts tropicales est fréquemment victime de catastrophes naturelles causées par 37 volcans, des activités sismiques fréquentes, une vingtaine de typhons chaque année<sup>3</sup>, et périodiquement le phénomène climatique « El Nino » qui provoque des inondations et des sécheresses.

#### **1.1.2. Les fractures historiques : divisions ethniques, linguistiques, religieuses, géographiques et politiques de la population.**

Dans cet géographie éclaté vit s'ajoute une population disparate : sur près de 83 millions d'habitants, plus de 54 groupes ethniques sont recensés, les Malais de Manille parlant le Tagalog étant les plus nombreux. Pas moins de 111 langues et dialectes malayo-polynésiens doivent cohabiter avec le Filipino, la langue nationale construite à partir du Tagalog.

Cette population est inégalement répartie : les plus fortes concentrations démographiques se situent dans les plaines et les bassins les mieux abrités du centre et de la côte Ouest de l'archipel. Mais dans le sud demeure une forte minorité touchée par le développement de l'Islam: les Moros, sunnites de type chaféite<sup>4</sup>, qui représentent 10% de la population.

A ces clivages ethniques, linguistiques, religieux et géographiques est associée une fracture politique, chaque partie de la population ayant hérité de traditions politiques différentes.

<sup>2</sup> Regroupe les îles de Negros, Cebu, Bohol, Panay, Masbate, Samar et Leyte

<sup>3</sup> De la mi-novembre au 04 décembre 2004, 4 typhons particulièrement sévères ont frappé Luçon provoquant 1000 morts et 600 000 sinistrés.

<sup>4</sup> Entre 5% et 8% selon les estimations ; le chaféisme est une école juridique du début du IXème siècle qui introduit le raisonnement logique dans l'étude des textes et défend l'équilibre entre le Coran et la Sunna. C'est aujourd'hui la branche dominante de tout l'islam de l'Asie du Sud-est.

### ***1.1.2.1. L'héritage des sultanats musulmans.***

L'Islam touche l'archipel entre le XIII<sup>ème</sup> et le XV<sup>ème</sup> siècle par le développement du commerce du bois et des épices. Venus des îles de la Sonde, des marins et pirates islamisés établissent des sultanats indépendants entre Bornéo et Mindanao. Le souvenir de celui des Sulu, l'un des plus puissants, reste encore très ancré chez les Moro et nourrit les désirs autonomistes ou indépendantistes.

### ***1.1.2.2. L'héritage de la monarchie espagnole (1521-1898).***

Les Espagnols conquièrent cet archipel<sup>5</sup> entre 1542 et 1565 de manière pacifique sauf dans le sud de l'archipel où ils se heurtent à une farouche résistance des musulmans. Le développement de l'archipel est alors réalisé de façon séparée dans ces deux parties.

Les sultanats musulmans continuent leur révolte jusqu'en 1851 quand celui des Sulu reconnaît officiellement la suzeraineté espagnole, mais des rébellions couvent. Dans la partie colonisée, le catholicisme joue le rôle d'un fort ciment spirituel et culturel. Les ordres religieux étendent leur ascendant aux domaines politique et social, fondant des écoles, des hôpitaux, des bibliothèques, des journaux et des espaces de recherche scientifique. Un courant commercial s'instaure entre d'un côté les produits chinois et de l'autre le débouché mexicain, et une première communauté chinoise importante s'installe à Manille. Entre Manille et Acapulco, les Espagnols pratiquent dès la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle un «commerce du galion» fondé sur un monopole d'Etat. Ils instaurent de ce fait un lien direct entre les Philippines et l'Amérique, à la différence des autres colonies en Asie uniquement liées à l'Europe. Cette situation reste inchangée et stable jusqu'au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle où des révoltes commencent à éclater contre l'autorité des ordres religieux. Les Anglais occupent Manille pendant les deux dernières années de la guerre de sept ans ce qui fissure l'autorité espagnole et donne lieu à des révoltes. Après l'abolition du «monopole du galion» en 1815, profitant de l'occasion fournie par la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis débutée en avril 1898, un courant nationaliste conduit par Emilio Aguinaldo proclame l'indépendance de la république de Malolos en juin 1898.

L'influence prépondérante du catholicisme, la division de la population, et le lien commercial avec l'Amérique demeurent les héritages majeurs de cette période.

### ***1.1.2.3. L'héritage de la démocratie américaine (1898 – 1946).***

Les Américains occupent les Philippines après l'avoir emporté sur les Espagnols en août 1898. La répression face à la résistance acharnée des indépendantistes provoque 600 000 morts philippins et 15 000 américains.

---

<sup>5</sup>Le nom des Philippines est donné en hommage au futur roi Philippe II

A partir de 1902, l'administration américaine tente d'instaurer une démocratie mais sans remettre en cause la hiérarchie sociale quasi-féodale en place. En 1916 le « Philippine Autonomy Act » dote les Philippines d'institutions calquées sur celles des Etats Unis. Les Américains conservent les compétences en matière d'affaires étrangères, de douane et de monnaie. Dans la majeure partie du pays, le pouvoir est aux mains des nationalistes dans un système oligarchique, dominé par les grands propriétaires terriens. Le Tagalog est institué comme langue nationale (1937). L'œuvre d'éducation fait qu'avant la seconde guerre mondiale, les Philippines sont le pays d'Asie comportant, après le Japon, le plus faible taux d'illettrisme. A Mindanao, les Américains administrent le peuple Moro séparément du reste du pays, et encouragent l'établissement de nombreux chrétiens qui se partagent de larges zones de l'île avec de grands propriétaires terriens et des compagnies américaines. Ceci accentue la rancœur des Moros qui se rebellent une nouvelle fois avant que les Japonais ne débarquent à Luçon en décembre 1941. En octobre 1943, les Philippines deviennent une république indépendante alliée du Japon. L'armée populaire antijaponaise, d'inspiration communiste, est à partir de 1942 la plus importante organisation de résistance, mais elle s'attaque surtout aux grands propriétaires terriens accusés d'alliance avec le nouveau régime. La résistance se transforme progressivement en guerre civile. Lorsque Manille est libérée, une république démocratique, calquée sur l'exemple américain, est instaurée. A son indépendance le 4 juillet 1946, les Etats-Unis conservent 23 bases militaires.

Ainsi, au-delà du développement apporté, la colonisation américaine a renforcé le clivage au sein de la population : si pour sa majorité cela a été l'occasion d'un attachement pour la langue anglaise, l'économie libérale et la démocratie, qui demeure plus un idéal qu'une réalité, cela a aussi accentué la fracture avec le peuple Moro et avec les mouvements issus de la résistance communiste.

## **1.2. RENFORCER LA DEMOCRATIE.**

### **1.2.1. Une jeune démocratie marquée par la dictature et les mouvements populaires.**

Depuis leur indépendance, les Philippines sont en proie à une instabilité institutionnelle chronique.

Après un début de vie politique relativement stable et démocratique<sup>6</sup>, le président Marcos, réélu en 1969, instaure la loi martiale en septembre 1972 et emprisonne des milliers d'opposants prétextant la lutte contre la criminalité. Peu avant la visite du pape Jean-Paul II en 1981, Marcos lève la loi martiale, mais les critiques de l'Eglise à l'égard du régime s'amplifient et l'opposition se renforce autour de Bénédicto Aquino. Après l'assassinat de ce dernier en 1983, les élections de 1986 sont marquées par des fraudes électorales sans précédent. Confronté à un soulèvement pacifique de la

---

<sup>6</sup> Se succèdent ainsi les libéraux Manuel Roxas (1946-1948) et Elpidio Quirino (1948-1953), les nationalistes Ramon Magsaysay (1953-1957) et Carlos Garcia (1957-1961), le libéral Diosdado Macapagal (1961-1965) et enfin le nationaliste Ferdinand Marcos à partir de 1965.

population<sup>7</sup> orchestré par la veuve d'Aquino, Cory, avec le soutien de l'Eglise, Marcos s'enfuit bien qu'il ait conservé le soutien de l'armée et de la police. Cory Aquino prend le pouvoir et fait voter en 1987 une nouvelle constitution qui limite la présidence à un seul mandat de six ans et garantit la suprématie du pouvoir civil, l'indépendance de la justice, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et l'autonomie administrative des minorités. La démocratie devient plus substantielle et Cory Aquino initie une première évolution de la société oligarchique grâce à l'élan du mouvement populaire qui l'a portée au pouvoir. Cependant, elle doit déjouer entre 1986 et 1991 neuf tentatives de coup d'Etat militaire. Une transition vers un état démocratique semble alors vouloir s'instaurer : le général Fidel Ramos succède à Cory Aquino en 1992 ; il parvient à ramener l'armée dans ses casernes, à ouvrir davantage la société et renonce à modifier la constitution pour se faire réélire. Joseph Estrada lui succède le 29 mai 1998. Ce populiste fait rapidement preuve de son incompétence, les troubles intérieurs reprennent et la corruption mine encore le régime. Le 13 novembre 2000, le Parlement vote sa comparution devant la Haute Cour de Justice (du Sénat). L'opposition, regroupée autour de l'Eglise, des politiques et des milieux d'affaires, manifeste dans les rues de Manille. Le 16 janvier 2001, la Haute Cour ajourne le procès du président et déclenche une manifestation populaire<sup>8</sup> confortée par le chef d'état-major de l'armée. Le 20 janvier 2001, Estrada quitte le pouvoir et sa vice-présidente, Gloria Macapagal Arroyo le remplace. Estrada est finalement incarcéré le 24 avril 2001.

### **1.2.2. Des turbulences politiques qui freinent les tentatives de réforme.**

Gloria Macapagal Arroyo ne réussit cependant pas à gagner le soutien de l'armée : une tentative de coup d'Etat militaire a lieu en juillet 2003. Sa décision de se porter candidate aux élections de mai 2004, en dépit de ses promesses initiales, provoque de vives réactions d'une opposition déterminée qui ne lui a jamais concédé la victoire. Les élections présidentielles de mai 2004 se déroulent dans un climat de violence – 120 morts – et de fraudes. Arroyo est soupçonnée de clientélisme et ses proches de corruption. Une tentative de destitution de la présidente, demandée par l'opposition qui invoque des fraudes électorales aux élections de juillet 2005, échoue. D'après Emmanuel de Dios<sup>9</sup>, « elle a certainement gagné le scrutin, mais elle a triché parce qu'elle voulait absolument avoir un million de voix de plus que son adversaire ». Récemment, une tentative de deux officiers prestigieux des marines et des rangers de se joindre à une manifestation populaire, organisée le 24 février 2006 à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute du dictateur Marcos, est interprétée par la présidente comme une nouvelle tentative de coup d'Etat, et elle décrète l'état d'urgence pendant trois jours. D'après François Hauter<sup>10</sup> « l'animosité de l'un d'eux vis-à-vis de la présidente remonterait aux élections de 2004 lorsque ses marines ont été les témoins de tripatouillages

<sup>7</sup> Connu sous le nom EDSA du nom du grand boulevard de Manille *Epifano De Los Santos Avenida*

<sup>8</sup> Le mouvement « people power » ou EDSA II.

<sup>9</sup> Enseigne l'économie à l'Université des Philippines

<sup>10</sup> Le Figaro, mardi 14 mars 2006

électorales », ces deux officiers « nient avoir fomenté un coup d'Etat. Leur prestige est tel que Mme Arroyo ne peut pas les arrêter. Car les deux militaires portent le désenchantement de leur génération, qui avait 20 ans à la chute de Marcos et qui imaginait un Etat honnête, un minimum d'attention pour les pauvres, bref un rêve qui ne s'est jamais réalisé ».

En dépit de l'échec des tentatives de déstabilisation, le pouvoir de l'exécutif se trouve donc aujourd'hui très affaibli ce qui ralentit sa capacité à mettre en œuvre les réformes nécessaires et à lutter contre les rébellions. D'après François Hauter<sup>11</sup> «la présidente des Philippines [...] a perdu toute autorité morale sur ses citoyens[...]et glisse sur une pente autoritaire inquiétante[...]sa tactique est de diviser pour régner, aussi bien la communauté des affaires que l'Eglise catholique[...] ou l'état-major de l'armée. Arroyo sait que le pouvoir ne tient qu'à un fil[...]tenu par le chef d'état-major de l'armée. Les Philippines rappellent la Bolivie ou le Brésil[...]aux mains d'une cinquantaine de famille qui se repassent le pouvoir depuis 1946[...]dont la loyauté va au clan, jamais au pays, et qui corrompt l'Etat en ne se préoccupant pas de justice sociale vis-à-vis des 30% de Philippins vivant dans la misère. »

### **1.2.3. Une transition démocratique inachevée.**

Au bilan, si une nouvelle classe politique émerge, grâce à une limitation des mandats pour les gouvernements locaux, les partis naissent et se défont au rythme des candidatures présidentielles. Les droits de l'homme sont désormais mieux respectés ; ils sont inscrits dans la Constitution, une première dans l'Asie du Sud-est, réalisée avant la Thaïlande et l'Indonésie, mais le contrôle du pouvoir civil sur l'armée demeure précaire. Les Philippines restent une « démocratie électorale<sup>12</sup> » car elle présente les attributs démocratiques, avec des élections libres et un vrai multipartisme, mais le pouvoir demeure encore largement oligarchique malgré les mouvements populaires. Pour la majorité de la population l'Eglise exerce une forte emprise - elle a joué un rôle déterminant dans la chute de Marcos et d'Estrada et pour l'accession à la présidence d'Aquino, de Ramos et d'Arroyo à laquelle le cardinal Sin a donné la bénédiction dans la cathédrale de Manille - même si les papes Jean-Paul II et Benoît XVI ont régulièrement demandé à la hiérarchie ecclésiastique de respecter la séparation des pouvoirs. De même l'influence des Etats-Unis demeure et s'exerce plutôt en faveur du pouvoir économique, souvent oligarchique, au point d'avoir naguère soutenu le dictateur Marcos.

Du coup, le soutien populaire pour la démocratie est en baisse. Les causes invoquées sont principalement la trop faible croissance économique, la mal gouvernance, l'instabilité politique et la corruption. De plus, la relation entre démocratie et développement économique n'apparaît pas certaine aux Philippines, même si les années de dictature de Marcos ont été désastreuses. Les exemples de la Corée du Sud et de Taiwan leur font voir que la performance économique peut être réalisée grâce ou

<sup>11</sup> Le Figaro, mardi 14 mars 2006

<sup>12</sup> « The Philippine democratic uprising and the contradictions of neoliberalism: ESDA II » in Third World Quarterly p 779.

malgré un régime autoritaire. Aussi les Philippines doivent renouer rapidement avec une vraie croissance sous peine de voir la démocratie remise en cause.

### **1.3. ASSURER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.**

#### **1.3.1. Un potentiel mal exploité faute de réformes suffisantes.**

##### *1.3.1.1. Un vrai potentiel : des richesses naturelles et culturelles.*

A la fin de la seconde guerre mondiale, le pays apparaît le mieux placé de la région pour assurer son développement avec plus de richesses naturelles<sup>13</sup> qu'au Japon, une importante main-d'œuvre anglophone (taux d'alphabétisation : 95,1%), des relations privilégiées avec les Etats-Unis et une proximité géographique du marché chinois. Dans les années 50, les Philippines montrent une croissance annuelle de 3,5% qui leur ouvre de belles perspectives socio-économiques.

Cependant le pays n'a pas encore réussi un décollage économique comparable aux « Tigres » et « Dragons » asiatiques et les inégalités restent très marquées. Aussi le développement économique doit demeurer le premier objectif du pays.

##### *1.3.1.2. Une histoire de réformes porteuses d'espoir inachevées.*

Les raisons des désillusions économiques tiennent à différents facteurs - catastrophes naturelles, instabilité politique et insécurité intérieure persistante, contestation sociale, revendication autonomiste musulmane et guérilla communiste - mais aussi à l'influence des lobbys oligarchiques qui dénaturent la démocratie, poussent au protectionnisme, et empêchent la réalisation des réformes.

Ainsi les réformes agraires entreprises par le président Magsaysay et ses deux successeurs jusqu'en 1965 échouent à cause du lobbying des propriétaires terriens qui contrôlent le Congrès. Ensuite le président (puis dictateur) Marcos endette le pays en finançant par des emprunts extérieurs des projets non rentables et le clientélisme est érigé en un véritable système de gouvernement, monopoles publics et sociétés d'Etat allant en nombre croissant à la famille et aux proches du couple présidentiel. A son tour, Cory Aquino échoue à réformer l'agriculture. Même si l'adoption de la nouvelle constitution permet de libéraliser l'économie, l'endettement extérieur progresse, la balance des paiements devient déficitaire et l'inflation approche 15% par an. Sous la présidence du général Ramos, le pays connaît une forte croissance (5,1%) à partir de 1994 grâce aux exportations et aux investissements des étrangers rassurés par la pacification du pays. Cette amélioration vaut même aux Philippines d'être rayé en 1995 de la liste rouge des pays maintenus sous surveillance par le Fonds Monétaire International. Mais la réforme agraire reste au point mort et la balance des paiements,

---

<sup>13</sup> Bois, sel, charbon, et métaux non ferreux : nickel, plomb, cuivre, or, manganèse, argent, chrome

déficitaire, ne s'équilibre que grâce aux transferts de fonds de la diaspora. Malgré la crise asiatique de 1997, la balance commerciale se redresse grâce à la croissance soutenue des exportations (+ 19%) et à la diminution des importations (- 11 %). Cependant Estrada ne poursuit pas les réformes, le déficit budgétaire passe à 4% du PIB et la dette extérieure s'envole malgré la hausse des exportations.

Lorsqu'Arroyo accède à la présidence en 2001, l'archipel occupe encore l'avant dernière place des pays d'Asie du Sud-est. Les milieux d'affaires apprécient la libéralisation de l'économie mais la réforme agraire demeure inachevée. Le regain d'inflation entame le pouvoir d'achat des couches populaires et moyennes. Le chômage (11,7%) accentue une fracture sociale déjà très marquée et 30% des Philippins vivent sous le seuil de pauvreté. Ces inégalités flagrantes conduisent à généraliser les problèmes d'insécurité.

Le gouvernement lance donc un nouveau programme de réformes, la « National Economic and Development Authority » (NEDA), qui repose sur la maîtrise de l'inflation (pour la réduire de 5,2% en 2004 à 3% en moyenne) la libéralisation du commerce extérieur au sein de l'Asian Free Trade Association (AFTA), la réforme de la politique sociale et de l'agriculture, l'aide à la progression de l'épargne (pour passer de 20% actuellement à 30% sur le long terme), la consolidation des finances publiques par la réforme fiscale (développement des impôts et des droits indirects, amélioration de leur collecte), la privatisation du transport aérien, de l'eau, du foncier, du raffinage et de la distribution de produits pétroliers, et d'une partie de la production et de la distribution d'énergie électrique.

Ces réformes commencent à porter leur fruit : en 2004, le PIB est en croissance de 6,4% et le PNB de 6,2 %, la consommation interne croît de 5,9%, les exportations des produits manufacturés (semi-conducteurs, produits électriques) croissent de 10% et celles des services de 15,8%, principalement à destination des Etats-Unis (24,7 %), du Japon (15%), et des Pays-Bas (8,7%). La balance des paiements est excédentaire de 28,06 milliards de dollars en 2004, et la balance commerciale de 1,036 milliards de dollars en 2005.

### **1.3.2. Une situation économique nécessitant des investissements et de l'aide extérieurs.**

L'économie reste cependant encore fragile et les inégalités sociales alimentent le mécontentement populaire. Le secteur agricole représente encore 45% des actifs et se heurte à une faible productivité. L'archipel est même exposé au risque de pénuries<sup>14</sup>. La poursuite de la réforme agraire est donc une nécessité. La production nationale de pétrole ne subvient qu'à 51% des besoins de l'archipel. Le secteur industriel est encore peu développé, même si l'électronique connaît une forte croissance ainsi que les services grâce aux transports et télécommunications. La situation fiscale demeure précaire : les comptes publics sont à nouveau en déficit à cause d'un taux d'imposition trop faible et du développement du marché parallèle, malgré une compression des dépenses publiques. Les

---

<sup>14</sup> Une crise alimentaire en 2002 a causé une augmentation des prix difficile à supporter pour la population a obligé le gouvernement philippin à importer 200 000 tonnes de riz.

entreprises publiques, sont aussi déficitaires car leurs tarifs ne sont pas libres pour refléter la réalité des coûts à cause du mécontentement populaire.

Au bilan, la croissance soutenue et des taux d'intérêts bas n'ont pas réussi à rendre les Philippines économiquement attractives. La dette publique est en rapide croissance (68%), passant de 56% du PNB en 97 à 77% en 2003 - c'est la plus élevée des pays de la région, d'où une vulnérabilité accrue aux variations des taux de change – et le pays connaît une forte poussée inflationniste (7%).

La priorité donnée par le gouvernement à une politique monétariste destinée à redorer son blason auprès des bailleurs de fonds en rétablissant les équilibres, entraîne une compression de la dépense au détriment des investissements et des infrastructures économiques et sociales qui ne se développent pas au rythme des besoins. Conscient que seule une croissance de 7% par an permettrait d'avoir une incidence significative et durable sur le niveau de vie des déshérités<sup>15</sup>, compte tenu du taux de croissance démographique du pays (+2,6% par an – indice de fécondité 3,32), le commissaire au plan Romulo Neri a conçu un nouveau plan, le plan 747 (7% de croissance pendant 7 ans) pour rationaliser l'aide au développement. Pour cela, les réformes devraient être poursuivies : restructuration bancaire, réforme d'un système fiscal cohérent, lutte contre la corruption, rationalisation de l'attribution des marchés publics, contrôle des déficits publics.

Le gouvernement doit donc avoir recours à l'aide publique au développement et favoriser les investissements étrangers afin de limiter son endettement et développer son industrie.

### **1.3.3. L'émigration : un mal nécessaire justifiant une forte préoccupation pour les émigrés.**

Cette situation économique, associée au taux de chômage le plus important des pays de l'ASEAN<sup>16</sup> (11,7%<sup>17</sup>), a incité plus de 8 millions de Philippins à s'expatrier. C'est un mouvement ancien, initialement dirigé vers les Etats-Unis entre 1900 et 1960. Dans les années 1970 beaucoup de Philippins partent dans les pays pétroliers du Moyen-Orient ainsi qu'à Brunei, Taiwan, à Hong-Kong et au Japon où ils sont employés comme ouvriers ou agents d'entretien. A cela il faut ajouter les émigrés temporaires que représentent les 240 000 marins de commerce philippins, soit 20 % des équipages du monde entier et la 1<sup>ère</sup> nationalité.

Cette émigration, qui peut être préjudiciable au pays (exode des techniciens, dispersion des familles, alimentation de réseaux de prostitution), constitue aussi sa principale ressource en devises avec 3 à 10 milliards de dollar par an (compte tenu de l'émigration clandestine) qui sont envoyés par les expatriés à leurs proches, soit près de 10% du PIB. Cette manne représente un atout certain pour le développement de l'archipel, ce qui justifie la forte préoccupation du gouvernement philippin au sujet de la sécurité de ses ressortissants émigrés.

<sup>15</sup> 6 à 8 millions des 13 à 18 millions d'habitants de Manille vivent dans plus de 500 bidonvilles

<sup>16</sup> Association des Nations du Sud-Est Asiatique créée en 1967 par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande auxquels s'ajoutent ensuite Brunei, le Vietnam, la Birmanie-Myanmar, le Laos et la Cambodge, la Papouasie-Nouvelle-Guinée étant observateurs et la Corée du Sud bénéficiant d'un statut spécial.

<sup>17</sup> Le Figaro – mardi 14 mars 2006.

## **1.4. ASSURER LA STABILITE INTERIEURE DU PAYS EN SE PREMUNISSANT DES RISQUES EXTERIEURS.**

### **1.4.1. La lutte contre les rébellions terroristes.**

Les Philippines se trouvent aujourd'hui confrontées à deux types de rébellions : d'une part une insurrection communiste qui axe son combat contre les grands propriétaires terriens, d'autre part des mouvements musulmans ayant des préoccupations essentiellement locales, accéder à une autonomie ou à l'indépendance, mais qui sont dynamisés par le contexte international.

#### ***1.4.1.1. L'insurrection communiste.***

Dès l'indépendance, les *Huks*<sup>18</sup> attaquent les grands propriétaires terriens accusés de profiter de l'occupation japonaise. Magsaysay, alors ministre de la défense, tente de résoudre la question en 1950 en offrant une amnistie et l'octroi de terres, principalement à Mindanao.

Mais l'échec des réformes agraires mécontente les paysans et contribue à la naissance en 1969 du CPP/NDF<sup>19</sup> avec une branche armée, la NPA<sup>20</sup>, forte d'environ 9200 hommes. Le mouvement se développe après la fin de la loi martiale en 1981. Les opposants communistes sont appuyés par la Chine qui y voit l'intérêt d'y fixer des forces américaines.

En 1993, un premier accord est établi avec le NDF qui aboutit le 16 mars 1998 à une paix, signée à La Haye, où les partis s'engagent au respect des droits de l'homme et du droit international. Cette étape est considérée comme un pas majeur vers le règlement définitif d'un conflit. Cependant, le développement de la lutte contre les séparatistes musulmans est l'occasion d'un durcissement de l'opposition communiste et d'une suspension de la paix depuis janvier 1999. La reprise de la lutte inflige régulièrement des pertes aux forces de sécurité, prenant souvent pour cible des détachements militaires afin de recueillir des armes, et multipliant les actions d'extorsions. En effet, depuis 2002 le CPP/NDF est inscrit à la liste des organisations terroristes par les Etats-Unis et l'Union Européenne ce qui prive de ressources la NPA.

Au bilan, cette menace communiste est considérée par le gouvernement philippin comme la plus dangereuse car elle dirigée depuis les Pays-Bas par ses chefs exilés et s'exerce sur l'ensemble du pays. Elle constitue une entrave majeure au développement.

<sup>18</sup> Abréviation de Hukbalahap ou Hukong Bayan Laban Sa Hapon, armée populaire antijaponaise fondée en 1942 et alliée de communistes.

<sup>19</sup> *Communist Party of the Philippines / National Democratic Front* : Parti communiste des Philippines / front démocratique national

<sup>20</sup> *National People's Army* Armée Nationale du Peuple

#### ***1.4.1.2. Les séparatistes musulmans.***

Le fossé ancien qui existe entre les communautés religieuses chrétiennes et musulmanes s'accroît après l'indépendance quand le gouvernement encourage un afflux massif de migrants du centre vers Mindanao moins peuplée mais que les Moro considèrent comme leur fief.

Dans les années 1970 apparaît le MNLF<sup>21</sup> dirigé par un ancien marxiste, Nur Misuari, qui réclame la création d'un Etat musulman indépendant et entreprend une rébellion armée grâce à la BMA<sup>22</sup>. Le MNLF est soutenu par la Libye et l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)<sup>23</sup>. La lutte armée entraîne plus de 60 000 morts entre 1972 et 1978. Après l'échec d'une tentative d'accord<sup>24</sup> entre le MNLF et le gouvernement en 1976, la BMA se scinde dans la deuxième moitié de 1977 : Nur Misuari et ses partisans du MNLF, majoritaires aux Sulu et dans l'ouest de Mindanao, continuent de réclamer une large autonomie; Hachim Salamat et ses partisans radicaux veulent une véritable indépendance et créent en 1978 le MILF<sup>25</sup>. Désavoué par l'OCI, le MILF cherche des appuis dans les pays musulmans les plus radicaux, et en particulier en Iran après la révolution islamique de 1979 et en appelle au jihad. Les deux mouvements poursuivent leur lutte armée en parallèle ce qui rend provoque le départ d'environ 500 000 réfugiés vers les pays musulmans voisins, en particulier l'Indonésie et la Malaisie.

En septembre 1986, le MNLF et Cory Aquino signent une trêve. L'ARMM<sup>26</sup>, région autonome regroupant quatre provinces à majorité musulmane, est créée en 1989. Grâce à une médiation de l'Indonésie ainsi que de la Malaisie qui craint des revendications sur Sabah<sup>27</sup>, un accord de paix<sup>28</sup> est signé le 2 septembre 1996 : le MNLF abandonne la lutte armée après plus de 120 000 victimes. Nur Misuari est nommé gouverneur de l'ARMM et responsable de son développement comme directeur du SPCPD<sup>29</sup>. Une partie des miliciens est incorporée à l'armée de terre mais on les soupçonne de renseigner le MILF.

Le MILF, quant à lui, continue le jihad pour recréer un espace national islamique indépendant à Mindanao. Son programme politique et religieux lui permet d'obtenir une aide étrangère en argent et en hommes. Malgré la signature d'accords à Kuala Lumpur en août 2001 grâce à la médiation de l'OCI et la Libye, le règlement politique du conflit échoue car la population refuse par référendum l'extension de l'ARMM dans les provinces où les musulmans sont minoritaires.

L'aide étrangère est aussi la porte ouverte aux influences extérieures : un membre dissident du MILF, Abdurajak Aboubakar Janjalani, qui a étudié le droit islamique en Arabie Saoudite et a participé à la guérilla en Afghanistan, crée en 1989 le Groupe Abu Sayyaf (GAS). Son but est

<sup>21</sup> *Moro National Liberation Front* / Front Moro de Libération Nationale

<sup>22</sup> *Bangsa Moro Army*

<sup>23</sup> Fondée en 1971 à Djeddah pour promouvoir la solidarité islamique ; elle regroupe aujourd'hui une cinquantaine d'Etats.

<sup>24</sup> Signé à Tripoli sous l'égide de l'OCI, il fut rendu inapplicable car le gouvernement organisa un référendum dans les 13 provinces destinées à être autonomes et seules quatre d'entre elles, Maguindanao, Lanao de Sur, Sulu et Tawi-Tawi répondirent positivement.

<sup>25</sup> *Moro Islamic Liberation Front* / Front Moro Islamique de Libération

<sup>26</sup> *Autonomous Region in Muslim Mindanao* : région autonome du Mindanao musulman

<sup>27</sup> Ancien sultanat de Bornéo rattaché à la Malaisie depuis 1963.

<sup>28</sup> Cf. annexe 2.

<sup>29</sup> *South Philippine Council for Peace and Development* : Conseil des Philippines du sud pour la paix et le développement chargé de mettre en œuvre des initiatives de développement social et économique

d'instaurer un Etat islamique par la guerre sainte. Il entretient des liens avec la nébuleuse islamiste d'Oussama Ben Laden. A la mort du fondateur, deux factions émergent : l'une, à Basilan, maintient l'orientation islamiste et est démantelée par l'armée ; l'autre, à Jolo, ressemble à une mafia locale; elle est responsable de raids meurtriers contre des civils et d'enlèvements très médiatisés<sup>30</sup> ; elle bénéficie du soutien des commandants locaux du MILF et d'une assistance en formation de la part de membres de la *Jemaah Islamiyah*<sup>31</sup> réfugiés à Mindanao.

Au bilan, le contexte international n'est pas propice au règlement des séparatismes musulmans. Au contraire, la bannière de l'islam, est hissée pour rassembler la communauté Moro dans la lutte alors que l'origine du conflit ne peut être réduite à la seule dimension religieuse. Une solution semble possible si les provinces à majorité musulmane se développent économiquement, que la question de la propriété des terres des paysans Moro est résolue, et que les musulmans participent réellement à l'administration de leur région. Aussi, il est capital pour Manille de réunir les conditions de stabilité intérieure pour parvenir à mettre en place ces réformes politiques et économiques.

#### **1.4.2. Les menaces extérieures.**

Alors que le gouvernement doit affronter les menaces intérieures, les Philippines restent confrontées à des menaces régionales.

##### ***1.4.2.1. Les différends malais et indonésiens.***

Les Philippines revendiquent la province malaise de Sabah qui avait été donnée à des sultans Moro de la part du Brunei. Mais Manille cherche à négocier un arrangement à l'amiable car elle recherche le soutien de Kuala Lumpur pour parvenir à un accord avec le MILF. Cependant le Sabah sert de refuge à environ 150 000 musulmans philippins, en majorité en situation illégale, qui ont fui Mindanao. Ceci réveille les revendications philippines à chaque menace d'expulsion massive.

Un différend existe aussi avec l'Indonésie sur le tracé des frontières maritimes du fait de l'absence de bases juridiques, mais les deux Etats n'y prêtent guère attention aujourd'hui.

##### ***1.4.2.2. La menace Chinoise : les questions des îles Spratley et de Taiwan***<sup>32</sup>.

Depuis les années 1950, les Philippines considèrent que la Chine représente la menace majeure pour leur sécurité extérieure avec trois craintes : celle d'une expansion territoriale, celle d'une extension d'un conflit sino-américain à propos de Taiwan, et enfin celle d'un règlement en force du différend qui les oppose au sujet de 53 îles des Spratley en mer de Chine méridionale, les Kalayaan.

<sup>30</sup> Enlèvement d'occidentaux à Sipadan (Malaisie) retenus à Jolo en avril 2000, et à Dos Palmas à Palawan en mai 2001

<sup>31</sup> Insurrection islamiste indonésienne.

<sup>32</sup> Cf. annexes 3 et 4.

Jusqu'ici, seule cette dernière menace s'est manifestée<sup>33</sup> car ces îles représentent des richesses halieutiques et des espoirs en hydrocarbures. Naguère françaises, ces îles inhabitées sont revendiquées par les Philippines en 1951. Elles en occupent et fortifient trois en 1968, se les approprient par décret présidentiel le 11 juin 1978 après y avoir découvert un peu de pétrole, et y instaurent une municipalité, signalée à l'ONU en juin 1960. Mais en mars 1988, un incident naval oppose militairement Chinois et Vietnamiens sur une autre partie de ces îles, à l'avantage de la flotte de Pékin. Ceci est de nature à renforcer les craintes philippines. Au début des années 1992, le Congrès national de Chine approuve une loi qui réaffirme la souveraineté de la Chine sur les îles revendiquées. La Chine augmente son activité dans la région et lance un important programme de modernisation naval. Elle signe aussi des contrats d'explorations pétroliers dans les régions de souveraineté contestée. En 1994, la Chine bâtit des infrastructures, théoriquement destinées à la pêche, sur un groupe d'atolls revendiqués par les Philippines qui les détruisent. Un nouveau pas est franchit en janvier 1995 quand la Chine s'empare du récif de Mischief, situé à proximité des eaux territoriales de Manille. Cette dernière installe un aéroport militaire en 1996 ce qui avive les tensions et un combat naval oppose trois navires chinois à un patrouilleur philippins. Le 02 février 2000, un patrouilleur philippin est amené à effectuer des tirs de semonce pour éloigner un bateau chinois de l'île disputée de Scarborough Reef, à 300 km de Manille et des navires de guerre chinois y sont encore repérés en mai 2001.

#### **1.4.3. Face aux menaces, des forces armées insuffisantes.**

Face à ces menaces, les forces armées philippines (FAP) apparaissent insuffisantes. Elles sont principalement destinées à la lutte contre les rébellions tandis qu'en cas de menace extérieure, et leur stratégie ne prévoit que de tenir quelques têtes de pont en attendant le renfort d'un corps expéditionnaire américain.

Leur organisation emprunte aux concepts américains. Sous l'autorité du président, chef des armées, le commandement opérationnel est divisé en 6 commandements interarmées. La lutte antiguérillas vise à conquérir, tenir, administrer puis développer les territoires repris à la rébellion afin de contrer l'influence leurs entreprises de recrutement. L'armée de terre compte 76 600 hommes, auxquels il faut ajouter 52 000 miliciens employés à temps partiel. Mal équipée et peu payé, elle est encadrée par des officiers supérieurs parfois corrompus qui cèdent des informations aux rebelles. Les trafics d'armes prospèrent dans certaines unités. Le moral est vacillant est débouche parfois sur des mutineries comme à Oakwood en juillet 2003. La marine compte 23 810 hommes qui arment 1 frégate, 13 corvettes, 46 patrouilleurs et 7 bâtiments amphibie plus 12 bâtiments de soutiens mais ils sont vieux et seulement un tiers est généralement disponible. Elle se limite à la lutte contre les contrebandes et les trafics. L'Armée de l'Air compte 17 580 hommes mais peu de ses matériels sont disponibles. Ses missions relèvent surtout de l'appui à l'armée de terre dans la lutte contre les rebelles.

---

<sup>33</sup> Cf. Annexes 3&4

Elle peut généralement mettre en œuvre 18 UH-1H, 6 hélicoptères d'attaque, 2 OV-10 et 1 C130 et participe à l'acheminement des secours.

De 1999 à 2005, la part du PIB consacré au budget de la défense a baissée à 1,5 %, soit 840 millions de dollars<sup>34</sup>. Le programme de modernisation des forces armées du 19 décembre 1996 qui fixait comme objectif un total de 164,5 milliards de pesos sur 15 ans est au point mort par défaut de financement. Il se substituait pourtant à un programme beaucoup plus ambitieux défini un an plus tôt mais que la rapide dégradation des conditions économiques ne permettait plus d'envisager. Le budget de la défense couvre à peine les dépenses courantes et représente seulement 1,4% du budget (907 milliards de pesos).

Les FAP peinent donc à remplir leurs missions et ont besoin d'assistance extérieure.

---

<sup>34</sup> Répartition : Armée de Terre : 50%, Marine et Armée de l' Air : 15% ; état-major : 10%

## **DEUXIEME PARTIE : UNE RELATION PHILIPPINO-AMERICAINE DOMINANTE MAIS AMBIVALENTE.**

Face à l'importance des défis à relever, et malgré leur fierté nationale, les Philippines ne peuvent se passer du soutien de leur ancienne puissance colonisatrice, les Etats-Unis, modèle démocratique, qui est leur premier partenaire économique et militaire et qui contribue à assurer leur sécurité. Après la fermeture de leurs bases militaires en 1992, le retour en force des Etats-Unis aux Philippines depuis 1999 est donc une aubaine, à condition qu'il soit utilisé au profit des objectifs philippins et n'attise pas les rébellions musulmanes. C'est ce qu'à réussi à faire le gouvernement philippin.

### **2.1. LE POIDS DE L'ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE.**

#### **2.1.1. Le premier partenaire économique des Philippines.**

Les Philippines ont toujours conservé des relations économiques très étroites avec les Etats-Unis. Dès 1909, un traité de libre échange permet aux Philippines le développement de leurs mines et cultures commerciales et l'amélioration de ses infrastructures de transport. Après l'indépendance, les Américains bénéficient d'accords spéciaux qui leur assurent une situation privilégiée et le maintien de leurs bases militaires. En contrepartie les Philippines reçoivent une aide massive des Etats-Unis<sup>1</sup>, ce qui permet la reconstruction du pays ruiné par la guerre. Ensuite, pendant un demi-siècle, les 50 000 militaires des bases américaines font vivre indirectement 500 000 Philippins, et rapportent près de 500 millions de dollars par an.

Aujourd'hui les Etats-Unis demeure le premier partenaire commercial des Philippines : elles réalisent vers eux 24,7% de leurs exportations (9 milliards de \$) tandis qu'elles leur commandent 20,6% de leurs importations (7,3 milliards de \$).

#### **2.1.2. Une garantie réaliste face aux menaces extérieures.**

Malgré un désir national d'autonomie, l'histoire a enseigné aux Philippines une vision réaliste : les Etats-Unis demeurent leur ultime défense en cas de menace extérieure.

##### ***2.1.2.1. Les bénéfices de la protection américaine pendant la guerre froide.***

Après avoir libéré le pays de la mainmise japonaise, les forces américaines constituent un rempart contre les menaces soviétiques et chinoises dès que la guerre froide débute grâce au traité de

---

<sup>1</sup> « Philippine Trade Act » et « Philippine Rehabilitation Act »

défense mutuelle<sup>2</sup> signé avec les Etats-Unis le 30 août 1951. En 1954, l'OTASE<sup>3</sup> est créée à Manille. Les forces américaines équipent aussi totalement et à titre gratuit les FAP jusqu'en 1991, et l'aide américaine couvre un tiers de ses dépenses de fonctionnement.

### ***2.1.2.2. Une éphémère volonté philippine de s'émanciper face à la réalité de la menace chinoise.***

Lorsqu'en 1991 l'éruption du volcan Pinatubo rend temporairement inutilisable la base aérienne américaine de Clark Field, le Sénat philippin, où siègent de nombreux nationalistes, invoque la constitution de 1987, qui interdit le stationnement de troupes étrangères sans référendum préalable, pour ne pas autoriser le retour des forces américaines. En mai 1992, le départ de l'US Navy de Subic Bay met fin à la présence militaire américaines. Les relations militaires cessent en 1995 ce qui stoppe la modernisation des armées.

Mais entre 1995 et 1997 les FAP se montrent incapables de répondre efficacement à plusieurs manœuvres de provocation de la marine chinoise autour des îles Spratley. L'administration Ramos cherche alors à renouer la relation de sécurité. Le sénateur Blas Ople<sup>S</sup> se rend alors compte que « la seule chose qui retient la main mise chinoise c'est qu'elle se rend compte que les Philippines sont liées aux Etats-Unis par un accord de défense mutuel ». Ceci se traduit par la ratification du nouvel accord pour les forces de passage (le VFA<sup>4</sup>) en 1999, qui donne une assise légale aux militaires américains aux Philippines et autorise des escales de bâtiment de guerre. En moins de six mois deux groupes de porte-avions américains passent par la mer de Chine et en moins d'un an un exercice combiné américano-philippin est conduit au large de Palawan, près des îles Spratley. Les Etats-Unis fournissent aussi des navires de défense côtiers pour les FAP, et dès 2000, l'exercice militaire Balikatan<sup>5</sup> 2000-1 a lieu pour améliorer l'interopérabilité entre les forces. Les Philippines demandent en 2000 aux Etats-Unis de participer à une évaluation conjointe de leur défense (le JDA<sup>6</sup>) pour l'assister et la réformer.

### **2.1.3. Un allié face aux rébellions.**

Dès le 11 septembre 2001, le gouvernement philippin se range aux côtés des américains dans la guerre contre le terrorisme, espérant bien recevoir à son tour une aide dans la lutte contre ses propres rébellions. Ce choix réussi puisqu'il se traduit immédiatement par le renforcement de l'aide militaire américaine qui passe de 1,9 million de dollars en 2001 à 400 million en 2004 et qui permet au FAP d'enregistrer des succès contre les rébellions et de lutter contre la corruption : elles prennent ainsi le camp de Buliok du MILF en 2003. Les Philippines reçoivent des Etats-Unis le statut « d'allié majeur

---

<sup>2</sup> *Mutual defense treaty* : MDT

<sup>3</sup> Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est : Australie, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines et Thaïlande

<sup>4</sup> *Visiting Force Agreement*

<sup>5</sup> Partage du fardeau

<sup>6</sup> *Joint Defense Assessment*

hors OTAN » et sont qualifiées de « second front de la guerre mondiale contre le terrorisme ». Un contingent d'instructeurs américains est déployé en février 2002 dans le sud de l'archipel, sur l'île de Basilan. Un accord sur le soutien logistique multilatéral est signé le 21 novembre 2002. L'armée américaine dispose d'un organisme de coopération d'une trentaine de personnes implanté au sein même de l'état-major philippin, le JUSMAG<sup>7</sup>. Un JDA révisé, permettant d'améliorer les capacités de lutte contre le terrorisme, est présenté à l'occasion de la visite du président G.W. Bush aux Philippines en octobre 2003 ; il prévoit un plan pluriannuel de remise à niveau des forces armées philippines sur 18 ans<sup>8</sup> avec des transferts de matériels<sup>9</sup>, soutenus par les américains. Des exercices bilatéraux sont organisés régulièrement pour la mise en condition opérationnelle des forces et leur succession crée une présence quasi-permanente. Inclus dans l'opération « Enduring Freedom-Philippines » (OEF-P) l'exercice Balikatan 2002-1 est en réalité une véritable opération interarmées conjointe contre le groupe *Abu Sayyaf*. Au bilan, l'implication américaine permet de revitaliser l'alliance de 1951. Pour les Etats-Unis, outre une position stratégique face à la Chine, les Philippines représentent aussi un intérêt comme point d'appui logistique et comme zone d'entraînement. Leur présence renforcée comprend des compensations globales incluant un volet économique d'aide au développement, des crédits commerciaux, des réductions de tarifs et des annulations de dettes estimées à 4,6 milliard de \$. De plus elle rassure Manille par rapport aux visées de la Chine et permet de moderniser les FAP.

Pour la première fois cette aide militaire est assortie de conditions visant à lutter contre la corruption et à renforcer la démocratie. L'arrestation pour malversations du Major Général Garcia, ancien chef des finances de la défense, à partir de preuves fournies au gouvernement Philippin par les douanes américaines en est un exemple.

## **2.2. UN ENGAGEMENT AVEC LES ETATS-UNIS QUI ENTRAINE DES RISQUES.**

Outre le fait que l'engagement américain aux Philippines ne fasse pas l'unanimité chez ses voisins qui craignent des débordements de la lutte antiterroriste sur leur territoire, celui-ci occasionne des risques pour la stabilité interne du pays.

### **2.2.1. Un rejet de la part d'une partie de la population philippine.**

Malgré l'importance du renfort qu'elle apporte aux FAP, l'aide américaine entraîne de vives tensions de la part d'une partie de la population qui mesure le risque que, sous prétexte d'anti-

<sup>7</sup> *Joint US Military Assistance Group*

<sup>8</sup> Trois phases de 6 ans : les années 2005-2014 sont dédiées aux capacités de lutte contre les rebellions intérieures et le terrorisme. Les huit suivantes (2015-2022) devraient faire basculer l'effort vers la défense contre les menaces extérieures. Les budgets prévus sont de 6 Mds PHP par an pendant la première phase, 10 Mds PHP pendant la seconde et 20 Mds PHP pendant les six dernières années à comparer aux 332 Mds PHP prévus par le projet philippin de 1996, non réalisé faute de financement

<sup>9</sup> Entre 2002 et 2005, les Etats-Unis ont donné principalement 1 C130B, 2 patrouilleurs de type Point et 1 type Cyclon, 333 camions de 2,5 tonnes, 8 hélicoptères UH-1H, 15000 fusils M16,

terrorisme, l'intensification de la coopération américaine hypothèque les perspectives de solutions politiques durables en mettant l'accent sur un traitement militaire du séparatisme musulman de Mindanao et de la guérilla communiste. Ainsi, en janvier 2002, lorsque 660 soldats US arrivent à Mindanao pour l'exercice annuel « Balikatan<sup>10</sup> », le bureau provincial de Jolo à Basilan tente de s'y opposer. Il affirme que la vraie raison est la lutte contre le GAS et reproche au président de violer la constitution qui interdit à des troupes étrangères de stationner sur le sol philippin. Les défilés et manifestations anti-américains se multiplient dans les villes des provinces du sud, appelant au jihad et au soutien à Ben Laden. Ceci conduit même à la démission en juillet 2002 du vice-président philippin Teofisto Guingona, nationaliste autoproclamé, en raison de divergences avec la présidente Arroyo sur la prolongation de la mission des conseillers américains au-delà du mois de juillet. Les opposants à la présence américaine voient dans celle-ci la continuité de l'époque coloniale pendant laquelle le sud avait été opprimé étant administré par le ministère de la guerre américain.

### **2.2.2. Un accroissement de la radicalisation islamique.**

La présence américaine présente aussi un risque de radicalisation des rébellions islamistes.

Début 2003, le conflit en Irak est perçu comme une preuve de la volonté des américains de poursuivre une lutte contre l'ensemble des musulmans. De nombreuses madrasas sont construites grâce à des fonds étrangers. Une recrudescence d'actions est effectuée par les rebelles du GAS ou du MILF avec lequel le parti communiste s'allie dans la lutte contre le gouvernement : une spirale de violence<sup>11</sup> entraîne le déplacement de plus de 120000 personnes. Alors qu'en 2005 un processus de paix se met en place avec le MILF, Nur Misuari, le fondateur du MNLF qui était devenu président de l'ARMM<sup>12</sup>, prend le maquis et fonde une nouvelle organisation dissidente du MNLF, le MBG<sup>13</sup> qui effectue des attaques à Panamo et à Parang le 07 février 2005 en lien avec le GAS. Ce dernier intensifie la lutte avec l'aide du RSM<sup>14</sup> : attentat de Zamboanga en octobre 2002, attentat du Super Ferry 41 au départ de Manille le 27 février 2004, triple attentat le 14 février 2005 à Makati.

### **2.2.3. Une menace pour la sécurité des émigrés.**

L'engagement des Philippines aux côtés des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme présente aussi un risque pour la sécurité des émigrés philippins qui ne peut être accepté par Manille compte tenu de leur importance pour l'économie. Ainsi, en 2003, un contingent de 500 soldats philippins est envoyé en Irak. Mais après l'enlèvement d'un conducteur de camion philippin en juillet 2004, des menaces sont proférées à l'encontre de l'ensemble des expatriés travaillant dans les pays du

<sup>10</sup> « Epaule contre épaule »

<sup>11</sup> Attentat à la bombe sur l'aéroport de Davao le 4 mars et le 2 avril 2003.

<sup>12</sup> *Autonomous Region in Muslim Mindanao* : région autonome du Mindanao musulman

<sup>13</sup> *Misuari Breakaway Group*

<sup>14</sup> *Rajah Suleiman Movement* : chrétiens de Luçon convertis à l'Islam

Golfe persique. Manille choisit alors de rapatrier son contingent avec un mois d'avance, au grand mécontentement des Etats-Unis.

### **2.3. UNE RELATION EVOLUANT VERS LA MATURITE.**

L'examen de la situation actuelle montre que la relation philippino-américaine évolue désormais vers une certaine maturité. En effet les Philippines réussissent désormais à profiter de ses avantages tout en limitant ses inconvénients ; ainsi tout en affirmant un fort soutien rhétorique envers les Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme, les Philippines visent en priorité à protéger leurs ressortissants émigrés et à orienter l'aide militaire vers le développement économique pour s'attaquer aux racines des problèmes philippins et éviter une radicalisation des rébellions qui empêcherait un règlement politique.

#### **2.3.1. Un soutien rhétorique aux Etats-Unis.**

Le décalage entre le soutien rhétorique et le soutien réel que les Philippines manifestent aux Etats-Unis se manifeste en 2004 lorsqu'elles rapatrient avec un mois d'avance leur contingent d'Irak en réponse aux exigences des preneurs d'otage d'un chauffeur de camion travaillant pour les américains, Angelo de la Cruz. Mais le gouvernement philippin prend soin de justifier le retrait de son contingent d'Irak par la nécessité de protéger les 1,2 millions de civils philippins travaillant au Moyen Orient, et il évite toute critique de la présence américaine en Irak. Gloria Arroyo déclare même : « le partenariat avec les Etats-Unis pour un monde meilleur n'a jamais été aussi fort ». Même si le gouvernement interdit aux Philippins d'entrer en Irak, plus de 4000 d'entre eux continuent d'y séjourner au service des installations militaires américaines. Le soutien philippin se manifeste encore dans une série de forums internationaux : comme membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU en 2004-2005 et dans le cadre de l'ASEAN et de l'ARF. Les Etats-Unis sont sensibles à ce soutien puisqu'à leur tour, au sommet de novembre de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), ils désignent les Philippines pour prendre la tête de la Task Force de l'APEC pour la lutte contre le terrorisme.

#### **2.3.2. Une réorientation de l'aide militaire des Etats-Unis.**

Désormais la présidente Arroyo parvient à réorienter le soutien américain pour qu'il évolue d'une aide militaire aux opérations des FAP contre les rébellions vers une assistance au développement économique national. Les forces américaines sont cantonnées à des fonctions d'entraînement et de réalisation d'infrastructures sociales, tandis que les forces Philippines combattent *Abu Sayyaf*. 18 projets civilo-militaires conjoints sont menés dans plusieurs endroits du pays tandis

que les activités d'entraînement au combat sont limitées aux aspects de commandement et de coordination à l'intérieur des bases des FAP. Bien que ces projets soient bien accueillis par leurs bénéficiaires, la population de Mindanao reste suspicieuse et proteste quand il est prévu que l'exercice Balikatan 2005 se déroule chez elle. Ceci renforce l'orientation de l'engagement américain vers des projets d'entraînement et d'actions civilo-militaire tout en évitant les opérations de combat.

### **2.3.3. Une négociation sur la liste américaine des organisations terroristes.**

Afin de parvenir à un règlement politique des rébellions, le gouvernement philippin négocie désormais avec son allié leur inscription à la liste américaine des organisations terroristes, et elle obtient dans l'ensemble gain de cause.

Ainsi, malgré le lien avéré du MILF avec la *Jemaah Islamiya* et *Abu Sayyaf* dans plusieurs complots terroristes, les Philippines réussissent à repousser les pressions américaines pour l'ajouter à cette liste, argumentant que cela ruinerait toute chance d'accord de paix à Mindanao.

En revanche les Etats-Unis conservent sur leur liste le CPP/NPA contre la volonté du gouvernement philippin qui s'était engagé auprès de lui à ne pas l'y inscrire, comme gage de mesure de confiance. Ceci prouve que l'action des forces américaines aux Philippines continue à donner lieu à d'âpres discussions.

### **TROISIEME PARTIE : LA VOIE PHILIPPINE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET DU REGIONALISME.**

Tout en se préservant de la menace militaire que représente la Chine, les Philippines veulent profiter de son exceptionnelle croissance économique. Leur politique de défense est cohérente avec leur idéal démocratique mais aussi avec leur faiblesse économique et militaire : elle retient<sup>1</sup> comme grands principes la priorité de l'action diplomatique sur l'action militaire, et la volonté de favoriser la prévention et la stabilité régionale par le développement des relations bilatérales et d'un système de sécurité collective au sein de l'ASEAN. Grâce à la garantie sécuritaire américaine, cette politique institutionnelle est en fait réaliste et remplit ses objectifs : les Philippines parviennent à nouer des relations fructueuses avec la Chine mais aussi avec d'autres acteurs régionaux qui renforcent leur sécurité et concourent à leur développement, comme le Japon.

#### **3.1. LE CHOIX PHILIPPIN DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.**

##### **3.1.1. Le recours à l'ONU.**

La volonté philippine de privilégier l'action diplomatique se traduit logiquement en premier par leur fort engagement envers l'ONU dont elles sont membre fondateur et qu'elles veulent utiliser comme caisse de résonance pour leurs préoccupations. Elles s'y montrent donc résolument actives et n'hésitent pas à se poser en exemple de démocratie pour l'Asie du sud-est, et à y défendre les intérêts des pays en voie de développement. Ainsi lorsque les Philippines ont été membre non-permanent du Conseil de sécurité<sup>2</sup> pour la période du 01/01/04 au 31/12/05, elles y ont défendu<sup>3</sup> le rôle de l'économie dans la lutte contre la pauvreté et en réclamant la suppression des aides agricoles dans les pays riches et l'allocation de 0,7% de leur PNB à l'APD. La présidente y a notamment déclaré que : « la mesure la plus efficace et la moins chère contre la pauvreté à l'échelle mondiale est que les pays développés ouvrent leurs marchés plus largement aux produits des pays en voie de développement, en particulier aux produits fabriqués par les gens pauvres des pays pauvres ». Très concernées par la protection des Philippines à l'étranger, elles ont prôné la ratification par l'ONU de la convention sur la protection et les droits des travailleurs immigrés. Enfin, elles ont été à l'origine d'une résolution de l'assemblée générale pour le « promotion du dialogue interreligieux » en octobre 2004 qui rejoint leurs préoccupations pour Mindanao.

Les Philippines sont aussi conscientes des limites de l'ONU ; c'est pourquoi elles souhaitent<sup>4</sup> la réformer car « La diplomatie préventive doit remplacer l'usage de la force » ; elles veulent

---

<sup>1</sup> 1998 Defense Policy Paper

<sup>2</sup> Élu en octobre 2003 par 179 des 181 voix

<sup>3</sup> Discours du Dr Alberto Romulo, MINAE à l'ONU le 27/09/04, à la 59<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale

<sup>4</sup> *Ibid* ;

« changer la culture de réaction des Nations Unies en une culture po-active et préemptive : la vraie matière de la diplomatie préventive » et souhaitent pour cela que le conseil de sécurité devienne plus transparent et démocratique. Surtout les Philippines misent sur l'action complémentaire des sous-organisations régionales ou interrégionales, particulièrement l'ASEAN et l'OCI.

### **3.1.2. L'engagement philippin envers l'ASEAN et l'OCI.**

Les Philippines œuvrent à la mise en place d'une politique d'intégration régionale dépassant le contenu de l'ARF<sup>5</sup> qui vise à la création d'une communauté de sécurité ASEAN. Sous-ensemble de l'ASEAN, celle-ci reposerait sur un volet sécuritaire, fondé sur la coopération militaire et des mesures de confiance, et sur des piliers économiques et socioculturels. L'action des Philippines a permis d'entériner ce projet (Concord II) lors du sommet de l'ASEAN à Bali en octobre 2003 ; ceci constitue un vrai succès car l'ASEAN peine à fédérer ses membres après avoir été ébranlée par la crise asiatique de 1997. Dores et déjà la déclaration finale du sommet de l'ARF le 30 juillet 2005 a insisté sur la coopération entre Etats membres dans la lutte contre le terrorisme et a annoncé des échanges accrus d'informations.

La période à venir va davantage révéler ce que les Philippines attendent de ce projet. En effet, après le refus du Myanmar, elles ont accepté de prendre la présidence de l'organisation au cours de l'année 2006. Manille devra gérer en priorité le cas du Myanmar, l'élaboration d'une charte constitutive de l'organisation ainsi que l'harmonisation des sommets de l'ASEAN+3 (Corée du Sud, Chine, Japon) et de l'Asie du sud-est (ASEAN+6) adossés au prochain sommet de l'ASEAN qui se tiendra à Cebu en décembre 2006.

Manille essaye également d'obtenir le statut d'observateur de l'OCI dont elle espère qu'elle joue un rôle déterminant dans l'obtention d'un accord de paix avec les rebellions musulmanes.

### **3.1.3. Un allié dans les institutions internationales et régionales : le Japon.**

Même si les Philippines demeurent fidèles à leur allié américain, leurs intérêts les conduisent à adopter une attitude dans les institutions internationales et régionales qui les rapprochent davantage du Japon. Cette relation est du type « gagnant-gagnant » car le Japon compte à son tour sur les Philippines pour assoir son rôle international.

Ainsi, les Philippines et le Japon tentent d'harmoniser leurs positions à l'ONU et les Philippines soutiennent la candidature du Japon comme membre permanent du conseil de sécurité.

De même, les Philippines et le Japon tentent d'agir en convergence au sein de l'ASEAN. Ainsi, après la fermeture des bases américaines en 1992, c'est au travers de l'ASEAN que le Japon choisit d'apporter une aide économique aux Philippines qui voulaient renforcer leur défense. L'action

---

<sup>5</sup> ASEAN Regional Forum

commune du Japon et des Philippines a aussi permis d'aboutir à la création du Forum Régional de l'ASEAN (ARF) qui fut rassemblé la première fois en 1994 avec les 7 membres de l'ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam), les 7 partenaires du dialogue (Australie, Canada, Japon, la Nouvelle-Zélande, l'UE, la Corée du Sud et les USA) et deux observateurs (Laos et Papouasie Nouvelle-Guinée). L'ARF coïncidait en effet avec l'idée japonaise d'un dialogue régulier sur la sécurité régionale proposée lors des Colloques Asie-Pacifique et sponsorisée par les Instituts d'Etudes Stratégiques et Internationales de l'ASEAN depuis 1990. Le Japon et les Philippines tirent profit de l'ARF pour développer la diplomatie préventive dans le contexte de la croissance des moyens militaires de la Chine et de la Corée du Nord. Des succès sont enregistrés dans le nouveau contexte stratégique comme l'adoption le 31 juillet 2002 en présence du secrétaire d'Etat américain Colin Powell d'une « déclaration conjointe de coopération dans la lutte contre le terrorisme international ».

Enfin le Japon et les Philippines sont membres fondateurs de la Coopération Economique Asie-Pacifique en 1989, dont ils furent les co-présidents de 1993 à 1996.

### **3.1.4. L'ASEAN moyen de contenir le risque chinois ?**

L'intérêt que les Philippines mettent dans l'ASEAN pour contribuer à leur sécurité doit être évalué en regard de leur menace principale : la Chine. Et effectivement, l'ASEAN permet de contribuer à contenir le risque chinois, même si des interrogations demeurent sur le long terme.

#### ***3.1.4.1. L'ASEAN, cadre de la résolution pacifique du différend des Spratley.***

Après l'occupation de l'îlot Mischief Reef dans les îles Spratley en 1995, les Philippines pensent que la RPC veut prendre le contrôle de la région et que le statu quo a vécu. La première réponse philippine est le resserrement des liens avec les Etats-Unis mais le règlement du différend est le fruit de l'insertion de la Chine dans l'ASEAN.

En effet, les Philippines traitent immédiatement l'affaire sur le plan diplomatique en essayant d'internationaliser le problème. Un premier accord est trouvé de façon bilatérale en août 1995, en vue d'un règlement pacifique sur la base des principes du droit international, avec la mise en œuvre de mesures de confiance comprenant des visites d'Etat croisées<sup>6</sup>. Dans le même temps, les Philippines font porter la question des Spratley aux Nations Unies, et à l'*ASEAN Regional Forum* (ARF). Bien que ses efforts à l'ONU et l'ARF soient initialement bloqués par la Chine, les Philippines remportent le soutien de l'ASEAN pour les principes établis dans la déclaration conjointe de 1995. Dans le même temps des démonstrations de forces navales américaines ont lieu en mer de Chine méridionale. Ceci

---

<sup>6</sup> Le président Estrada et la présidente Macapagal-Arroyo se rendent en Chine respectivement en 2000 et en 2001. De même, le ministre chinois de la défense, Chi Haotian, et le premier ministre Li Peng, font chacun une visite séparée à Manille en 2002.

amène la Chine à une position plus conciliante et finalement les deux pays parviennent à signer « un code de conduite pour la mer de Chine méridionale » au cours du huitième sommet annuel de l'ASEAN le 04 novembre 2002, avec l'intention de continuer à travailler en vue d'un texte légalement obligeant. Ceci rassure Manille et permet même de signer un accord le 01 septembre 2004 pour mener une campagne conjointe d'exploration sismographique en mer de Chine destinée à mettre en évidence d'éventuels gisements pétroliers ou gaziers sous-marins, auquel est également associé le Vietnam.

En entamant un dialogue direct avec la Chine, tout en utilisant sa relation avec les Etats-Unis comme couverture sécuritaire et son statut de membre de l'ASEAN comme couverture diplomatique, les Philippines ont donc réussi à maintenir leur position de plaignant dans leur bon droit dans la région sans engager de confrontation militaire.

#### ***3.1.4.2. Relations sino-philippines et partenariat stratégique sino-ASEAN.***

Les relations sino-philippines sont aussi encadrées par le partenariat stratégique sino-ASEAN. L'existence de l'ASEAN pousse en effet la Chine à s'engager pour la paix régionale au plan diplomatique ; elle cherche à y gagner une honorabilité au moment où elle souhaite à adhérer à l'OMC pour écouler les produits de son industrie en plein boom. Ceci donne lieu à la signature de la « Déclaration conjointe des chefs d'Etats de la République Populaire de Chine (RPC) et de l'ASEAN – un partenariat stratégique pour la paix et la prospérité » en octobre 2003. Ce partenariat est une relation tout azimut tournée vers l'avenir avec un accent particulier sur la coopération en matière politique, économique, dans les affaires sociales, la sécurité, et dans les affaires régionales et internationales. Il conduit à des réalisations spécifiques comme l'accord-cadre pour une zone de libre échange sino-ASEAN, un traité de coopération et d'amitié, et une déclaration pour la conduite dans la mer de Chine méridionale.

#### ***3.1.4.3. Les risques de la relation Chine-ASEAN.***

Alors que les Philippines voient dans l'ASEAN un cadre pour établir des relations pacifiques avec la Chine, il convient d'étudier si l'intégration de cette dernière ne présente pas un risque pour l'ASEAN elle-même. Comme chez d'autres membres de l'ASEAN, une partie de la classe politique aux Philippines reste sceptique sur la volonté de la Chine ou sa capacité à long terme à continuer son offensive de charme.

Ainsi, la proposition d'accord de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine a posé des difficultés aux Philippines à cause du manque de complémentarité entre les deux économies, au point qu'en 2003, elles furent le premier membre de l'ASEAN à se retirer du programme à cause d'un désaccord sur les produits qui devait y être inclus ; mais finalement le principe d'établir cette zone de libre-échange d'ici 2010 a été acquis le 16 janvier 2006.

De même, concernant la coopération en mer de Chine méridionale, comme l'armée philippine continuait de reporter une présence de la marine chinoise autour des îlots revendiqués, les Philippines firent retarder au 15 mars 2005 la signature par les compagnies pétrolières de l'accord sur le travail sismique conjoint déjà conclu entre Etats un an plus tôt.

Enfin, la conséquence finale du partenariat stratégique Sino-ASEAN est difficile à prévoir. Les optimistes y voient l'opportunité d'une intégration plus grande des intérêts et finalement, non-seulement la réalisation d'une zone de libre échange, mais aussi d'une région avec des intérêts de sécurité partagés, ce qui ferait de la Chine un catalyseur pour la croissance économique. Les moins optimistes ont tendance à considérer l'ascension de la Chine comme la cause première de la désintégration de l'ASEAN étant donné que chaque nation est en compétition pour obtenir des avantages liés à des liens plus forts avec la Chine tout en ignorant le reste des membres de l'ASEAN. Les observateurs les plus pessimistes voient surtout les tentatives de la Chine de mettre en place ses objectifs économiques et de sécurité, et une confrontation inévitable avec les Etats-Unis et ou le Japon pour avoir le contrôle des pays de l'ASEAN. La Chine se trouve d'ailleurs en compétition avec le Japon<sup>7</sup> et l'Inde qui souhaitent également établir des zones de libres échanges avec les membres de l'ASEAN.

### **3.2. LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS BILATERALES PHILIPPINES – CHINE.**

Grâce à la confiance établie avec la Chine dans le cadre de l'ASEAN, les Philippines sont en mesure de renouer des relations bilatérales très anciennes et de bénéficier largement des retombées de la croissance chinoise. Cette claire volonté de rapprochement se traduit par la multiplication des visites officielles : après sa réélection<sup>8</sup> en 2004, c'est à Beijing que Gloria Arroyo effectue sa première visite d'Etat à du 01 au 03 septembre 2004 ; le président Hu Jintao se rend pour sa part à Manille en avril puis le 06 décembre 2005.

#### **3.2.1. Une relation sino-philippine séculaire.**

Dès le dixième siècle des marchands chinois s'établissent de façon permanente aux Philippines et ils renforcent leurs activités durant l'époque coloniale espagnole. Avec les mariages mixtes qui advinrent, plus de la moitié des philippins d'aujourd'hui ont au moins quelque pourcentage de sang d'origine chinoise, et une communauté de 700 000 chinois est installée à Manille. A part un court affrontement au début du quinzième siècle quand l'empereur Ming « Yung Lo » tenta d'imposer un contrôle chinois sur l'île de Luçon, les deux pays ont toujours entretenus des relations amicales.

<sup>7</sup> Le premier ministre japonais Koizumi formule le projet *IDEA Initiative for Development of East Asia en juillet 2002*

<sup>8</sup> Ayant succédé au président Estrada après sa fuite en 2001, elle a été réélue contrairement à la constitution qui ne prévoit qu'un mandat.

Dans un discours en octobre 2003, l'ambassadeur de Chine aux Philippines parlait « d'une coopération et une amitié honorée par le temps qui date de plus de 1700 ans ».

A l'indépendance en 1946 les Philippines calquent leur attitude sur l'exemple de Washington en reconnaissant comme seul légitime le gouvernement de Taiwan jusqu'en 1975. La RPC est quant à elle soupçonnée d'apporter son soutien à la guérilla communiste philippine.

En 1975, comme les Etats-Unis, les Philippines reconnaissent la RPC comme seul gouvernement légitime et les relations étatiques se développent rapidement. Elles sont principalement de nature économique même si des échanges culturels ou entre les services de justice et de police ont également lieu<sup>9</sup>. Les deux pays annoncent ainsi en juin 2004 le succès d'un effort coordonné pour mettre fin à un large réseau transnational de drogue qui opérait entre les Philippines et la province de Fujian. : La première escale de frégate chinoise aux Philippines a ainsi lieu en mars 1997. Fin 2004, une coopération militaire sino-philippine est mise en place (1,2 million de dollars en 2005) ; elle vise avant tout à développer la connaissance mutuelle et à engager le dialogue, et prévoit un mécanisme de consultations, des visites d'autorités, l'envoi de stagiaires en Chine et des échanges d'informations sur les menaces régionales communes.

### **3.2.2. Des échanges économiques en rapide développement.**

Les Philippines tirent aujourd'hui un net avantage de leurs relations économiques avec la Chine qui les rendent indispensables pour leur développement. La croissance annuelle des échanges commerciaux est ainsi de 50,16% par an depuis 2001, ou de 20,81 % pour la période 1999-2003, avec une croissance des exportations vers la Chine de 39,72% et des importations depuis la Chine de 16,94% ! Ceci est d'autant plus important que la balance commerciale, qui était en faveur de la Chine pour la période 1999-2001, est désormais en faveur des Philippines. Avec près de 4 milliards de dollars d'échanges en 2003, la Chine est aujourd'hui le 5<sup>ième</sup> partenaire commercial des Philippines, alors qu'elle n'était que le 9<sup>ième</sup> en 2002. En plus du commerce, il y a une augmentation significative de la coopération dans les services aériens, le tourisme, la finance, les investissements, l'agriculture et le développement des infrastructures : par exemple, un accord est conclu en 2005 pour la réalisation d'un projet de 400 millions de dollars destiné à rétablir le chemin de fer entre Manille et le centre de Luçon, « une concession faite aux Philippines comme signe de bonne volonté » selon Romulo Neiri, le secrétaire philippin à la planification socioéconomique. En 2005, la Chine a aussi donné une aide de 1,2 millions de dollars en équipement de génie et en matériel médical militaire.

---

<sup>9</sup> En particulier un accord est signé en octobre 2000 pour la coopération contre les criminalités transnationales.

### 3.2.3. La condition des relations sino-philippines : la politique imposée « d'une seule Chine ».

Lorsqu'en 1975 l'administration Marcos reconnaît la RPC, elle doit mettre fin aux relations officielles avec la République de Chine et adopter la politique de reconnaissance « d'une seule Chine » ; celle-ci est confirmée lors de la visite d'Etat du président Ramos en Chine en mai 1993. Au plan interne, les Philippines espèrent que cesse le soutien apporté par la RPC aux insurgés communistes des Philippines. De fait, la RPC déclare que les chinois résidant aux Philippines doivent se comporter loyalement vis-à-vis de l'Etat. Les Philippines attendent aussi beaucoup de la coopération économique, en particulier de l'importation de produits pétroliers à faible prix tandis qu'elles espèrent vendre à la Chine des produits agricoles ou forestiers et quelques matières premières.

Cependant cette politique « d'une seule Chine » est aussi ressentie comme une vraie contrainte vu l'intérêt des Philippines pour une relation étroite avec Taiwan. Du coup, l'adoption de cette politique ne signifie pas immédiatement un renversement complet d'orientation. En dépit de la fin des relations diplomatiques, les liens économiques des Philippines avec Taiwan restent forts alors que leur balance commerciale avec la RPC est déficitaire, et le sentiment que la RPC continue de soutenir les insurgés communistes locaux demeure. Du coup, les Philippines sont tentés de se tourner à nouveau vers Taiwan au début des années 1990: ceci se traduit par une augmentation significative de voyages non-officiels des membres des gouvernements de Taiwan et des Philippines et une volonté claire du Sénat Philippin d'adopter une politique de « Deux Chines », ou au moins, un traitement plus favorable des investissements de Taiwan. La RPC manifeste son mécontentement et voit cela comme de nouvelles tentatives de Taiwan d'acquérir un statut diplomatique à Manille. Les Philippines doivent alors réaffirmer leur politique officielle : ils sont ainsi contraints de refuser le don par Taiwan d'avions de chasse F5 qui auraient été échangés contre un accès à l'espace aérien philippin pour réaliser des entraînements

La question de cette politique reste sensible. Taiwan peut être tenté d'instrumentaliser le vif désir de croissance économique des Philippines pour acquérir un statut international. Un groupe influent au sein des élites politiques philippines, spécialement au Sénat, cherche à établir des liens avec Taiwan pour une combinaison de facteurs idéologiques ou pour des raisons économiques personnelles. Ceci conduit régulièrement la Chine à demander aux Philippines de réaffirmer la politique « d'une seule Chine », ce qui est fait à chaque voyage officiel. Pour la Chine, les Philippines représentent un défi pour leur engagement stratégique dans l'Asie du Sud-est. Pour les Philippines il s'agit de trouver des avantages économiques tout en évitant de se trouver prises au milieu d'un conflit sino-américain à propos de Taiwan.

### **3.3. LE DEVELOPPEMENT DES AUTRES RELATIONS BILATERALES.**

Le choix des Philippines de s'engager dans la coopération régionale leur permet encore de nouer d'autres relations bilatérales fructueuses, en particulier avec le Japon.

#### **3.3.1. L'importance de la relation nippo-philippine.**

Malgré les souffrances occasionnées pendant la seconde guerre mondiale, les relations entre les Philippines et le Japon sont désormais apaisées grâce à une volonté mutuelle : en échange d'un soutien politique pour gagner de l'aura sur la scène internationale, et s'y montrer exemplaire, le Japon soutient le développement de son voisin asiatique dont il attend aussi des débouchés économiques.

Après la fin de la dictature en 1986, Roberto Romullo, le ministre philippin des affaires étrangères, définit trois objectifs dans la relation avec le Japon pour les années 1992-1995 : « restaurer la crédibilité internationale des Philippines, mieux intégrer l'économie dans celle des autres pays de l'Asie de l'Est, traiter des questions politiques et de sécurité régionale qui émergent dans le contexte d'après guerre froide ». Aujourd'hui, en plus d'une ligne commune dans les organisations internationales (cf. § 1.3.), les aspects dominants de la relation sont le commerce, les investissements et l'aide publique au développement (APD) japonais, et les travailleurs immigrés Philippines au Japon.

##### ***3.3.1.1. Une relation apaisée.***

Les relations avec le Japon sont anciennes puisque celui-ci contribua en 1896 à la première indépendance des Philippines. Dès cette époque, le Japon recherche des débouchés économiques mais il souffre du fait que le commerce aux Philippines est tenu par des chinois : en 1928, 1931 et 1937 ils boycottent les produits japonais. Le Japon recherche aussi un allié : dès les années 1930 les Japonais s'adressent aux responsables Philippines comme à ceux d'un futur pays indépendant et développent d'emblé des relations culturelles afin de contrecarrer l'image négative du Japon après l'affaire de Mandchourie.

Pendant l'invasion japonaise, les relations diplomatiques continuent et les Japonais essayent de conquérir le cœur des Philippines : le premier ministre Tojo accorde l'indépendance le 14 octobre 1943 et envoie aux Philippines des religieux catholiques japonais afin qu'ils diffusent leur langue.

Après la guerre des accords de réparations sont conclus le 9 mai 1956. Les Philippines aident les autres pays d'Asie à reprendre de bonnes relations avec le Japon, notamment en facilitant les pèlerinages de Japonais sur les lieux de bataille pour commémorer leurs morts. Un traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation est signé en décembre 1960 et ratifié par la Diète japonaise en octobre 1961 ; il inclut la mise en œuvre des accords de réparation.

La célébration des noces d'or de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et les Philippines a été lancée le 17 janvier 2006 par l'inauguration en grandes pompes du Centre Culturel des Philippines, en présence du vice-premier ministre japonais des affaires étrangères, Yasuhisa Shiozaki, qui déclara à cette occasion que « les relations entre les deux pays ont atteint un niveau de dialogue d'égal à égal sur le principe de la confiance mutuelle ». Enfin, le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la guerre du Pacifique a donné lieu à l'invitation d'officiels japonais, comme américains, qui vinrent aux cérémonies en signe de bonne volonté.

### ***3.3.1.2. Les relations économiques nippo-philippines.***

Les relations économiques nippo-philippines sont de première importance : le Japon est le deuxième partenaire commercial des Philippines, et le premier à lui donner de l'aide publique au développement (APD).

En 2005, les Philippines ont réalisé au Japon 20,4% de leurs importations (7187 millions de \$) et 15% de leurs exportations (5440 millions de \$), elles sont donc déficitaires mais ceci est compensé par l'APD japonaise qui a dépassée celle des Etats-Unis depuis les années 1980, pour atteindre cette année 10 milliards de dollars.

L'APD japonaise a immédiatement été appréciée car elle était donnée sans condition pour son utilisation. Ceci a aussi limité sa bonne utilisation : elle a permis de financer la dette sous Marcos, la politique de réforme et d'ajustements structurels sous Aquino, ou la crise électrique sous Ramos, soit de faire face à des crises urgentes et financer des infrastructures économiques, mais sans grand impact sur des activités destinées à réduire la pauvreté ou redistribuer les revenus. Elle a d'ailleurs été attribuée en majeure partie au bénéfice de Manille et de Luçon au détriment des régions les plus pauvres, et a favorisé le début d'une corruption massive autour du président Marcos.

C'est pourquoi, depuis les années 1980, l'APD est attribuée au travers d'institutions comme la Banque Mondiale qui exercent un regard plus vigilant sur son emploi, ou en cofinancement avec des institutions multilatérales qui prônent la libéralisation de l'économie et le financement de la politique de réformes.

Cette aide contribue donc de façon significative au développement des Philippines même si elle n'est pas désintéressée : les entreprises japonaises, qui en sont les premières contributrices, en sont aussi les premières bénéficiaires, elles ont souvent des intérêts convergents avec les élites philippines, ce qui conduisit parfois à des programmes de réforme conservateurs.

### ***3.3.1.3. Un débouché pour l'immigration.***

Le Japon constitue aussi une terre d'émigration pour les Philippines depuis que leur pays a commencé à s'industrialiser, ce qui rapporte des devises. Depuis les années 1970 la majorité des

émigrés philippins vers le Japon sont des jeunes femmes : le Japon connaît en effet un déficit démographique et une crise du mariage et les Philippines s'intègrent particulièrement bien grâce à leur pratique de l'anglais et à leur aptitude pour les activités sociales comme la danse ou la chanson. Cette émigration est donc encouragée par le gouvernement japonais. Au total en 1975, les émigrés philippins au Japon représentent 18,2% du total des émigrés philippins et encore environ 10% aujourd'hui.

### 3.3.2. Les relations bilatérales avec les autres acteurs.

Les Philippines confortent enfin leur position d'équilibre entre l'influence des Etats-Unis et de la Chine par des relations bilatérales avec d'autres acteurs régionaux ou européens.

Grâce à un accord cadre signé en 1994, la Corée du Sud se profile comme le troisième partenaire des Philippines, où elle réalise cette année le tiers des investissements et où elle envoie le premier contingent touristique (500 000 visiteurs) devant le Japon. La visite de son chef d'Etat à Manille en décembre 2005 montre l'importance de cette relation.

Alors que les relations entre le Japon et la Corée du Sud sont essentiellement économiques, les Philippines nouent avec les autres pays d'Asie du sud-est des relations de sécurité axées sur la lutte anti-terroriste, le contrôle des zones frontalières, la coopération des services de renseignement et des patrouilles maritimes frontalières communes dans la mer de Sulu. Elles concernent essentiellement :

- la Malaisie ; depuis l'accord de défense signé en 1994 sont conduits des patrouilles coordonnées en mer et de nombreux exercices navals pour lutter contre la piraterie et le terrorisme ; Kuala Lumpur sert de médiateur avec le MILF ;
- l'Indonésie ; un accord de coopération de défense est signé en 1997 concernant le renseignement et les contrôles aux frontières y compris maritimes ;
- Singapour avec qui existe une coopération concernant l'entraînement, l'industrie de défense et le renseignement ;
- la Thaïlande qui a fourni 8 avions OV-10 Bronco entre septembre 2003 et mai 2004 ;
- l'Australie avec qui un accord a été conclu dès 1995, complété en 2004 par la création du « *Philippin-Australia Defense Cooperation Working Group* » puis en septembre 2005 par la négociation d'un accord sur le statut des troupes australiennes sur le sol philippin. La coopération vise le dialogue stratégique, l'entraînement conjoint dans la lutte contre le terrorisme et les opérations de sécurité en environnement maritime. Ceci se traduit par des escales régulières de navires de guerre australiens à Cebu et à Manille ;
- la Nouvelle-Zélande avec qui est effectué des échanges d'officiers pour des formations ;
- et Brunei qui fournit des observateurs sous commandement malaisien pour l'observation du cessez-le-feu à Mindanao.

Les Philippines entretiennent aussi des relations bilatérales avec plusieurs pays européens, principalement axés sur la sécurité :

- les Pays –Bas sont leur 3<sup>ième</sup> client ; ils consomment 8,7% des exportations philippines ;
- la Grande-Bretagne dispose d'un attaché de défense résident depuis 1995 ; elle a livré aux Philippines 3 corvettes de type Peacock en août 1997 et 150 véhicules blindés de transport de troupe grâce à une *Joint Venture* créée en 1992 ; elle incorpore dans ses écoles de nombreux officiers philippins ;
- l'Espagne vient d'affecter un attaché de défense.
- les autres pays européens n'ont pas d'attaché de défense résident. C'est donc aussi le cas de la France qui en avait un jusqu'en 2005 mais qui vient de fermer le poste devant l'impossibilité de réaliser des ventes d'armements, compte tenu des dons américains ; les relations économiques étant surtout dominées par des ventes d'Airbus.

Enfin, un dialogue régulier a été instauré avec l'Union européenne depuis le début 2005, principalement axé sur la question des droits de l'homme : à la demande de l'UE le moratoire philippin sur la peine de mort a été transformé en abolition. Un accord de coopération et de partenariat devrait être négocié cette année.

## CONCLUSION

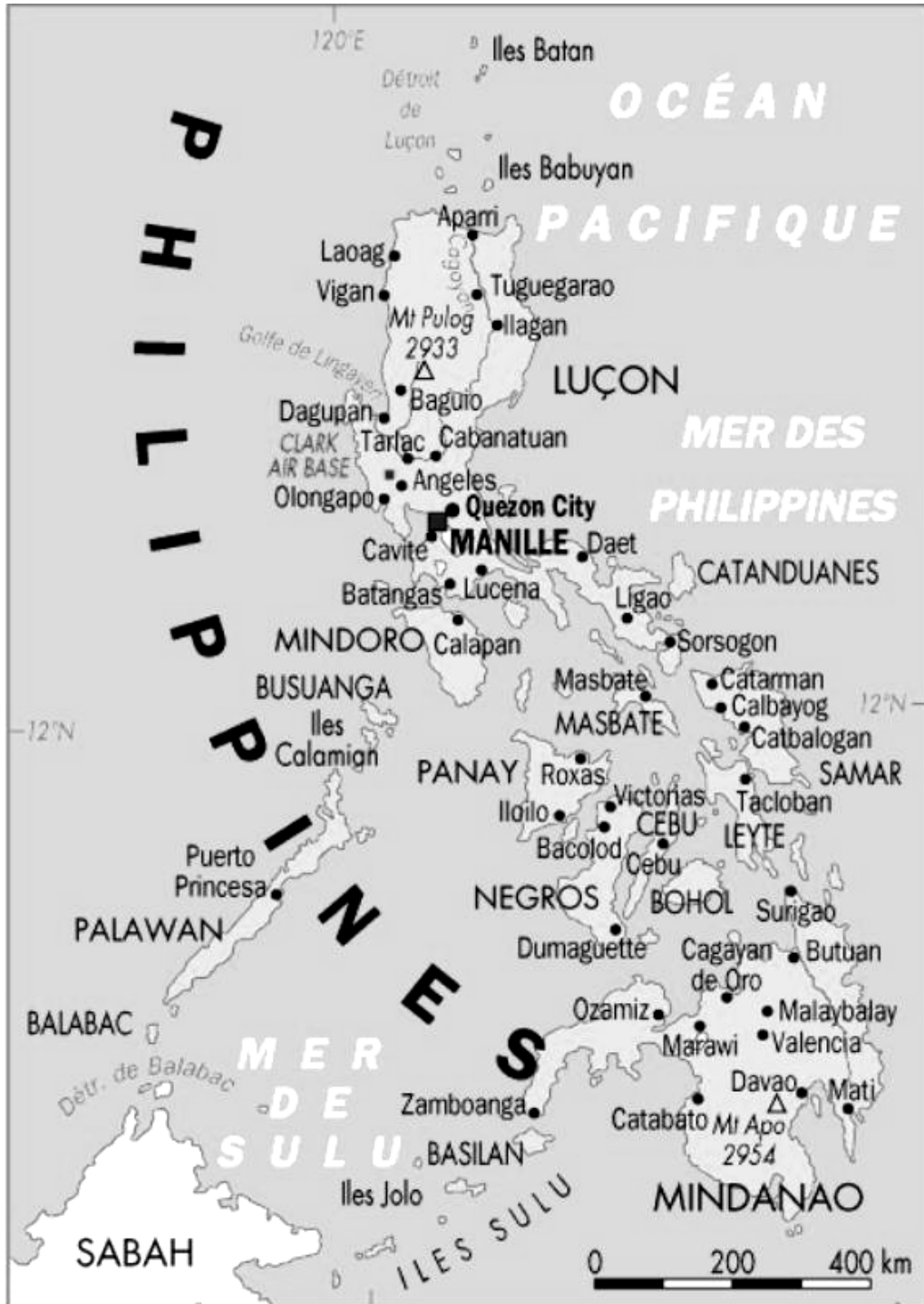
Grâce à leur engagement déterminé dans les institutions internationales et régionales qui leur permettent d'amorcer une résolution des principaux différends régionaux par la diplomatie et de favoriser les coopérations, les Philippines parviennent donc aujourd'hui à tirer le meilleur profit des relations qu'elles entretiennent avec les Etats-Unis et la Chine pour leur développement économique et leur sécurité.

L'efficacité de l'appui que les Philippines peuvent trouver dans les institutions régionales, principalement l'ASEAN et l'ARF, tient bien sûr à la force de ces institutions elles-mêmes. Il n'est donc pas étonnant qu'elles en soient aujourd'hui un élément moteur pour les consolider alors que la crise asiatique de 1997 avait montré leurs faiblesses. Ceci doit conforter l'engagement des Philippines pour la démocratie ; c'est une nécessité tant pour demeurer crédible auprès de ces institutions que pour assurer le développement économique et leur paix intérieure. Il faut donc espérer pour les Philippines que les derniers soubresauts militaires contre la présidente Arroyo ne soient que des épiphénomènes, relevant de la longue série quasi-folklorique des tentatives échouées de déstabilisation du pouvoir civil, mais aussi que ce dernier comprenne l'urgence des réformes et de la fin de la corruption. Encore faut-il souligner que le jeu des institutions internationales et régionales ne pourrait fonctionner en faveur des Philippines vis-à-vis de la menace chinoise sans la garantie du soutien militaire américain en arrière plan. L'ASEAN ne possède en effet encore aucun pouvoir coercitif. La paix extérieure des Philippines demeure donc liée à leur alliance militaire avec les Etats-Unis et à l'absence de conflit entre les Etats-Unis et la Chine. Ceci illustre encore, s'il en était besoin, l'importance du règlement de la question de Taiwan pour laquelle la RPC a fait voter une loi « anti sécession » en mars 2005. L'équilibre que les Philippines parviennent à trouver entre les influences des Etats-Unis et de la Chine atteint là ses limites.

Les Philippines offrent donc un bon exemple de l'appui que peuvent apporter les institutions, avec le développement des relations bilatérales, pour permettre à un pays en situation de faiblesse militaire et encore largement en voie de développement de trouver un équilibre entre les influences des puissances afin de tendre vers ses propres objectifs. Elles demeurent un observatoire très intéressant pour saisir les enjeux de la lutte anti-terroriste, particulièrement face à une forte minorité d'islamistes radicaux, ainsi que pour évaluer l'influence des deux puissances majeures du 21<sup>ème</sup> siècle que sont les Etats-Unis et la Chine. Même si peu de marchés d'armement sont à espérer à court terme, il est donc important pour une compréhension sur le long terme de ces enjeux que la France, qui a une ambition mondiale, conserve une veille attentive sur l'évolution des Philippines. La réaffectation d'un attaché de défense à Manille serait cohérente avec cette logique.

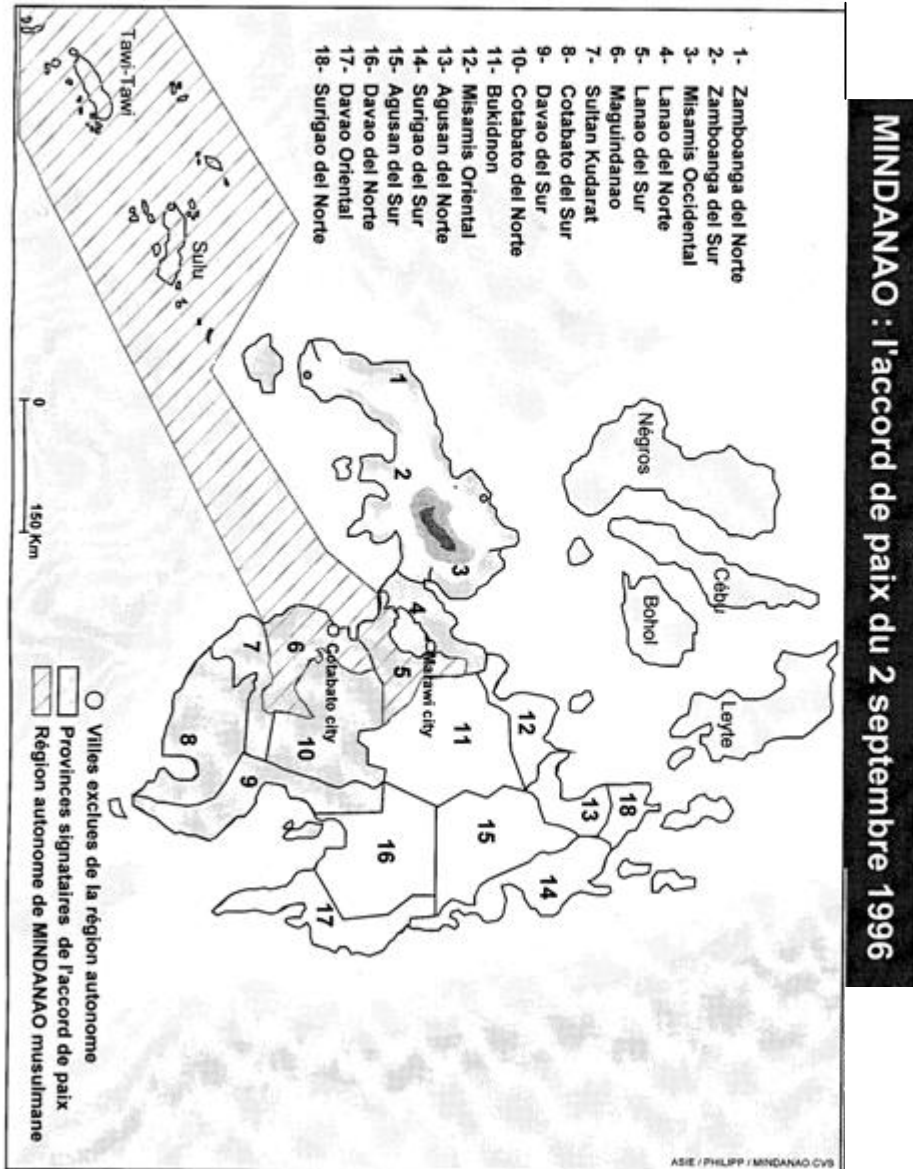
ANNEXE 1

CARTE GENERALE DES PHILIPPINES



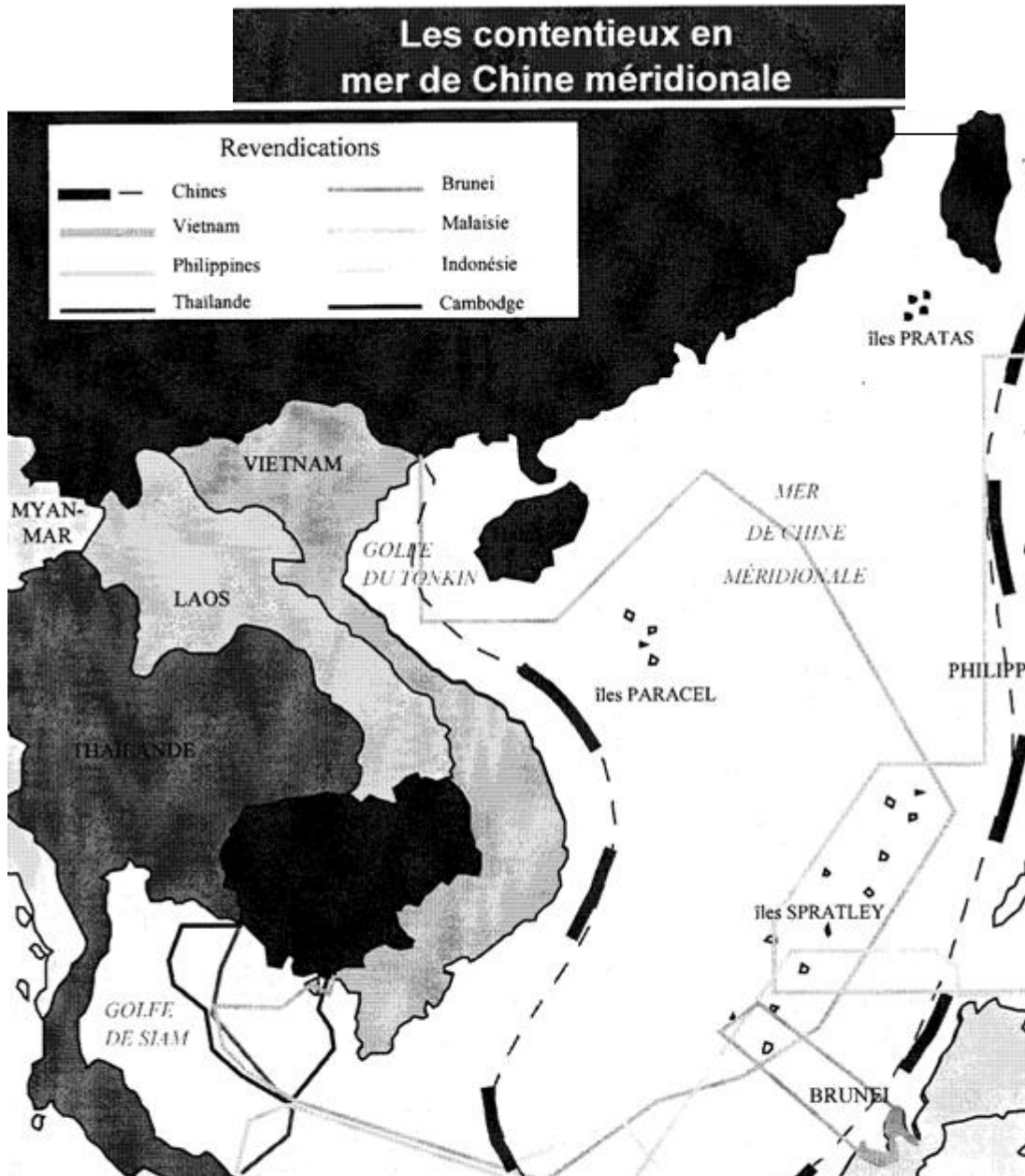
ANNEXE 2

CARTE DE L'ACCORD DE PAIX DU 2 SEPTEMBRE 1996



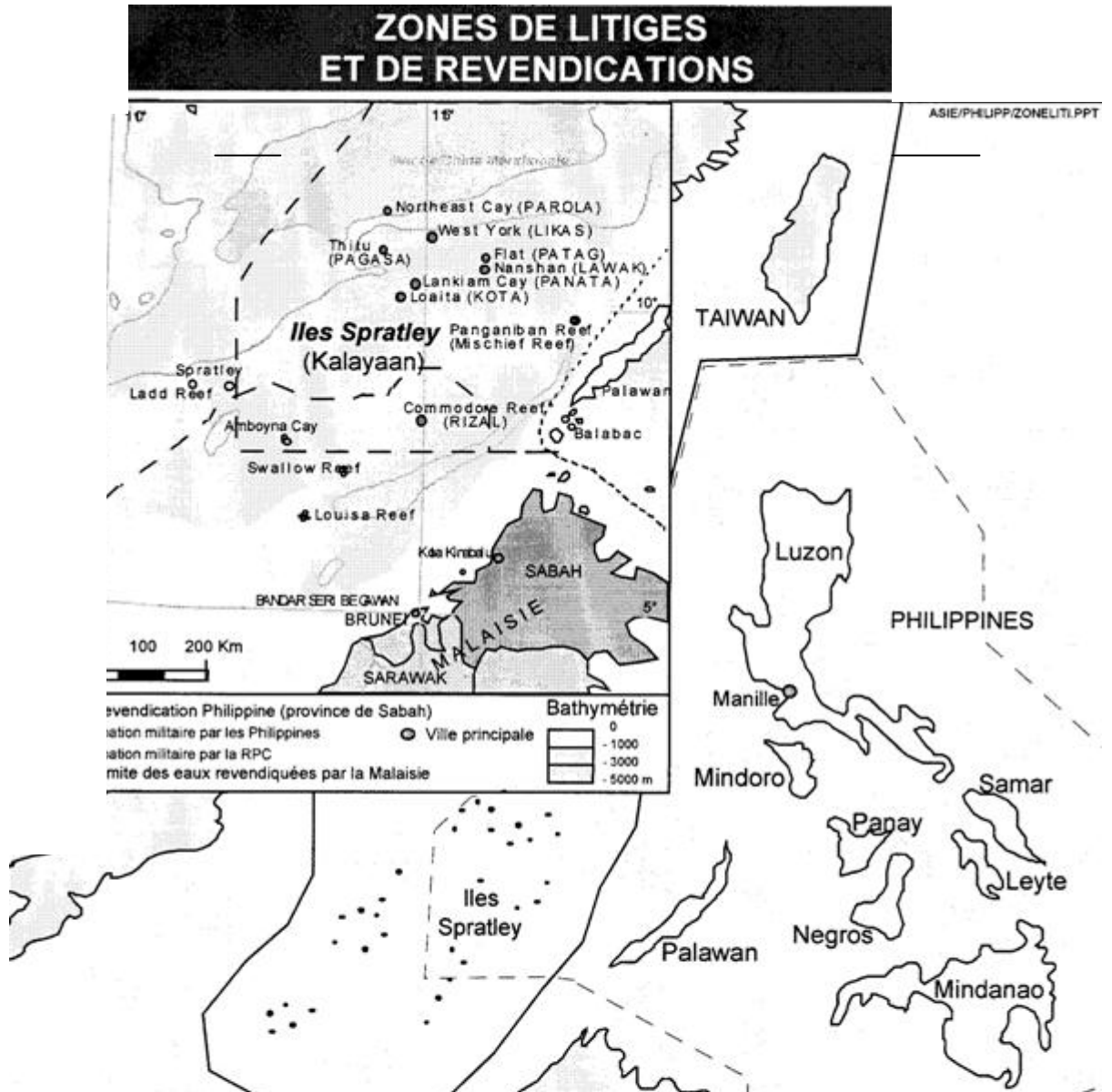
## ANNEXE 3

## CARTE DU CONTENTIEUX EN MER DE CHINE MERIDIONALE



ANNEXE 4

CARTE DES ILES SPRATLEY



## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES EN FRANÇAIS

- DENECE Éric, « Géostratégie de la mer de Chine méridionale : et des bassins maritimes adjacents », Paris & Montréal, L'Harmattan, 1999.
- TERTRAIS Hugues, « Asie du Sud-Est : enjeu régional ou enjeu mondial ? », Paris, Gallimard, 2002.
- L'Etat du monde 2004 – Annuaire économique géopolitique mondial – Paris, La découverte / Larousse 2004.
- L'année stratégique 2005 – Armand Colin.
- Atlaséco 2004 – *Le Nouvel Observateur* – Challenges, Paris, 2004.
- « Philippines », Paris, Outre-terre, 2003, n°6, pp. 157-207.

### OUVRAGES EN ANGLAIS

- IKEHATA Setsuho & LYDIA N. YU Jose, “Philippines-Japan relations”, Quezon City, Ateneo de Manila University Press, 2003.
- SAN JUAN Epifanio, “After postcolonialism : remapping Philippines-United States confrontations”, Lanham Md. : Rowman and Littlefield Publ., 2000.

### ARTICLES EN FRANÇAIS

- BOISSEAU DU ROCHER, Sophie, « La voie philippine vers la démocratie », *Etudes*, Paris, mai 1999, t.390:n°5, pp.599-610.
- KLEN, Michel, « L'exception philippine », *Etudes*, Paris, juin 2002, t.396:n°6, pp.739-750.
- ROMULO Alberto, « Discours à l'ONU le 27/09/04, 59<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale ».
- TEO CHU CHEOW Eric, « L'ASEAN, entre élargissement et marginalisation », *Politique étrangère*, IFRI, Paris, n°1 Printemps 2003.

### ARTICLES EN ANGLAIS

- ABINALES Patricio, “American Military Presence in the Southern Philippines: A Comparative, Historical Overview” *East-West Center Working Paper – Politics and Security Series – n° 7*, Oct. 2004.
- BAKER Carl, “China-Philippines Relations: Cautious Cooperation” *Asia-Pacific Center for Security Studies*, June 2004.
- BAKER Carl, “Philippines and the United States 2004-2005: Defining Maturity”, *Asia-Pacific Center for Security Studies*, Feb. 2005.
- BERT Wayne, “Chinese policy toward democratization movements: Burma and the Philippines” *Asian Survey*, nov. 1990: pp. 1066-1083.
- CARIÑO, Theresa C., « Philippine-China relations in the post-Cold War era », *Asian Studies Diliman*, Quezon City, (1995/1996)vol.31/32, p.50-63
- C K YU, Samuel, “Political Reforms in the Philippines: Challenges Ahead”, *Contemporary Southeast Asia*, 2005, t.27, no.2.
- CRUZ, Luis T, “Philippine-China bilateral relations in the 1990s”, *Asian Studies*, Diliman, Quezon City, 1995/1996 vol.31/32, pp.79-85.
- DE CASTRO, Renato, “The Revitalized Philippine-U.S. security relations – A Ghost from the Cold War or an Alliance for the 21<sup>st</sup> Century?”, *Asian Survey*, Berkeley, vol.43:n°6, pp 971-988, nov./dec. 2003.
- MARLAY Ross, “China, the Philippines and the Spratly Islands”, *Asian Affairs*, New York, vol.23: n°4, 1997, pp.195-210.
- QUIMPO, Nathan Gilbert, “Options in the pursuit of a just, comprehensive, and stable peace in the southern Philippines”, *Asian Survey*, Berkeley, vol.41:n°2, pp 271-289, mar. 2001.
- TORIO Tita, “China’s military modernization program: some lessons for the Armed Forces of the Philippines”, *Asian Studies*, Diliman, Quezon City.
- TYNER, James A. & KUHLKE, Olaf, “Pan-national identities: representations of the Philippine diaspora on the World Wide Web”, *Asia Pacific Viewpoint*, dec. 2000, vol.41: n°3, pp.231-252.

- “The Philippines and the United Nations : 60 years of Partnership for World Peace, sustainable Development and Respect for Human Rights” – *Foreign Service Institute* – November 2002

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>INTRODUCTION</b>	1
<b>PREMIERE PARTIE : LES ENJEUX MAJEURS DES PHILIPPINES.</b>	2
<b>1.1. RENFORCER L'UNITE.</b>	2
<b>1.1.1. Les fractures de la nature.</b>	2
<b>1.1.2. Les fractures historiques : divisions ethniques, religieuse, linguistiques, géographiques et politiques de la population.</b>	2
1.1.2.1. L'héritage des sultanats musulmans.	3
1.1.2.2. L'héritage de la monarchie espagnole (1521-1898).	3
1.1.2.3. L'héritage de la démocratie américaine (1898 – 1945).	3
<b>1.2. RENFORCER LA DEMOCRATIE.</b>	4
<b>1.2.1. Une jeune démocratie marquée par la dictature et les mouvements populaires.</b>	4
<b>1.2.2. Des turbulences politiques qui freinent les tentatives de réforme.</b>	5
<b>1.2.3. Une transition démocratique inachevée.</b>	6
<b>1.3. ASSURER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.</b>	7
<b>1.3.1. Un potentiel mal exploité faute de réformes suffisantes.</b>	7
1.3.1.1. Un vrai potentiel : des richesses naturelles et culturelles.	7
1.3.1.2. Des réformes porteuses d'espoir inachevées.	7
<b>1.3.2. Une situation économique nécessitant des investissements et de l'aide extérieurs.</b>	8
<b>1.3.3. L'émigration : un mal nécessaire justifiant une forte préoccupation pour les émigrés.</b>	9
<b>1.4. ASSURER LA STABILITE INTERIEURE DU PAYS EN SE PREMUNISSANT DES RISQUES EXTERIEURS.</b>	10
<b>1.4.1. La lutte contre les rébellions terroristes.</b>	10
1.4.1.1. L'insurrection communiste.	10
1.4.1.2. Les séparatistes musulmans.	11
<b>1.4.2. Les menaces extérieures.</b>	12
1.4.2.1. Les différends malais et indonésiens.	12
1.4.2.2. La menace Chinoise : les questions des îles Spratley et de Taïwan.	12
<b>1.4.3. Face aux menaces, des forces armées insuffisantes.</b>	13

<b>DEUXIEME PARTIE : UNE RELATION PHILIPPINO-AMERICAINE DOMINANTE MAIS AMBIVALENTE.</b>	<b>15</b>
<b>2.1. LE POIDS DE L'ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE.</b>	<b>15</b>
2.1.1. <b>Le premier partenaire économique des Philippines.</b>	15
2.1.2. <b>Une garantie réaliste face aux menaces extérieures.</b>	15
2.1.2.1. Les bénéfices de la protection américaine pendant la guerre froide.	16
2.1.2.2. Une éphémère volonté philippine de s'émanciper face à la réalité de la menace chinoise.	16
2.1.3. <b>Un allié face aux rébellions.</b>	16
<b>2.2. UN ENGAGEMENT AVEC LES ETATS-UNIS QUI ENTRAINE DES RISQUES.</b>	<b>17</b>
2.2.1. <b>Un rejet de la part d'une partie de la population philippine.</b>	17
2.2.2. <b>Un accroissement de la radicalisation islamique.</b>	18
2.2.3. <b>Une menace pour la sécurité des émigrés.</b>	18
<b>2.3. UNE RELATION EVOLUANT VERS LA MATURITE.</b>	<b>19</b>
2.3.1. <b>Un soutien rhétorique aux Etats-Unis.</b>	19
2.3.2. <b>Une réorientation de l'aide militaire des Etats-Unis.</b>	19
2.3.3. <b>Une négociation sur la liste américaine des organisations terroristes.</b>	20
<b>TROISIEME PARTIE : LA VOIE PHILIPPINE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET DU REGIONALISME.</b>	<b>21</b>
<b>3.1. LE CHOIX PHILIPPIN DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.</b>	<b>21</b>
3.1.1. <b>Le recours à l'ONU.</b>	21
3.1.2. <b>L'engagement philippin envers l'ASEAN et l'OCI.</b>	22
3.1.3. <b>Un allié dans les institutions internationales et régionales : le Japon.</b>	22
3.1.4. <b>L'ASEAN moyen de contenir le risque chinois ?</b>	23
3.1.4.1. L'ASEAN, cadre de la résolution pacifique du différend des Spratley.	23
3.1.4.2. Relations sino-philippines et partenariat stratégique sino-ASEAN.	24
3.1.4.3. Les risques de la relation Chine-ASEAN.	24

<b>3.2. LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS BILATERALES PHILIPPINES – CHINE.</b>	25
<b>3.2.1. Une relation sino-philippine séculaire.</b>	25
<b>3.2.2. Des échanges économiques en rapide développement.</b>	26
<b>3.2.3. La condition des relations sino-philippines : la politique imposée « d’une seule Chine ».</b>	27
<b>3.3. LE DEVELOPPEMENT DES AUTRES RELATIONS BILATERALES.</b>	28
<b>3.3.1. L’importance de la relation nippo-philippine.</b>	28
3.3.1.1. Une relation apaisée.	28
3.3.1.2. Les relations économiques nippo-philippines.	29
3.3.1.3. Un débouché pour l’immigration.	29
<b>3.3.2. Les relations bilatérales avec les autres acteurs.</b>	30
<b>CONCLUSION.</b>	32
<b>ANNEXES</b>	
Annexe 1 – Carte générale des Philippines	33
Annexe 2 – Carte de l’accord de paix du 2 septembre 1996	34
Annexe 3 – Carte du contentieux en mer de Chine méridionale	35
Annexe 4 – Carte des îles Spratley	36
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	37